Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

TIRE TA LANGUE !

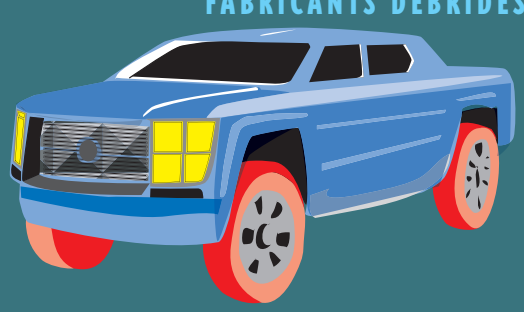
MANQUE DE VOLONTÉ DANS L'APPLICATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE À L'UDEM

CAMPUS

LA COURSE AU RECTORAT : MIREILLE MATHIEU

SOCIÉTÉ

V.U.S. HYBRIDES : FABRICANTS DÉBRIDÉS



CULTURE

N=1 : ROCK EN SARRAU

Le Quartier Libre - 29 septembre 2004 - Vol. 12, no 3

Déséquilibre fiscal et recherche universitaire : quand visibilité passe avant viabilité

Olivier Sylvestre
Coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle

Une majorité d'acteurs sur la scène politique s'entendent sur le sujet : les provinces canadiennes ont peine à financer adéquatement leur système de santé, l'éducation et les programmes sociaux alors qu'Ottawa ne sait plus que faire des surplus qui s'accumulent dans ses coffres. Or, la recherche universitaire, terrain hautement convoité depuis quelques années par le gouvernement fédéral, constitue le théâtre symbolique de ce déséquilibre fédéral – provincial. Investissements de philanthrope ou campagne de visibilité ? Chronique d'une autre guerre de drapeau.

Nous savons que l'éducation est une compétence exclusivement réservée aux gouvernements provinciaux depuis la Loi constitutionnelle de 1867. Toutefois, la constitution demeure muette en ce qui concerne la recherche. Ce vide, jumelé à des surplus budgétaires colossaux accumulés par le gouvernement fédéral, a fait en sorte que la recherche, en particulier dans les établissements universitaires, a été littéralement prise d'assaut par Ottawa au cours de la dernière décennie. En effet, plus de 10 milliards de dollars ont été investis dans le domaine de la recherche par l'entremise d'organismes subventionnaires créés par le gouvernement fédéral et responsables d'administrer ces sommes surréalistes. Évidemment, nul besoin de mentionner qu'aucun gouvernement provincial ne peut concurrencer ces investissements en recherche, laissant le champ libre à Ottawa d'imposer critères, exigences et conditions parfois contraignantes à l'obtention du financement. De plus, ces mêmes organismes subventionnaires prêtent le flanc à de nombreuses critiques. La Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), le programme des Chaires de recherche du Canada (CRC) et le Conseil de recherche en science humaine Canada (CRSH), pour ne nommer que ceux-là, subventionnent des projets de recherche dans nos universités. En échange, ils imposent des conditions à l'argent dispensé et orientent forcément la recherche puisqu'ils ont tendance à financer certains projets plutôt que d'autres… comprendre : certains projets dont les retombées commerciales seront plus assurées !

À la FAÉCUM, nous flairions une grave atteinte à l'autonomie de la recherche dans les universités. C'est pourquoi nous y avons consacré une étude durant l'été. Un constat s'est imposée à nous dès le départ : le champ de la recherche universitaire n'est certes pas pleinement reconnu comme une compétence fédérale. En effet, l'éducation et la recherche étant indissociables et complémentaires en milieu universitaire, nous croyons qu'il s'agit davantage d'un champ de compétence provincial et qu'à ce titre, le gouvernement fédéral n'a pas l'entière légitimité d'y investir comme il le fait. Au contraire, Ottawa devrait redonner cet argent aux provinces par l'entremise des paiements de transfert pour que celles-ci l'administrent de manière autonome. Et ceci n'est pas une question d'allégeance politique. Libéraux provinciaux comme péquistes reconnaissent l'existence du déséquilibre fiscal, dont la situation qui prévaut en recherche n'est qu'une des nombreuses manifestations.

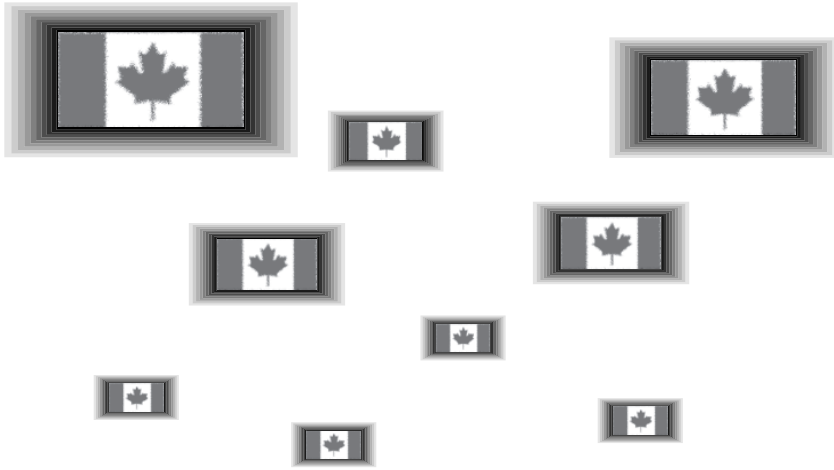
Deuxièmement, nous en arrivons à la conclusion que les organismes subventionnaires fédéraux risquent de porter atteinte à l'autonomie des universités et exercent des pressions budgétaires considérables dans les établissements où ils investissent. Ces créatures fédérales fonctionnent souvent avec le principe de la subvention de contrepartie : 60 % du financement est donné par l'organisme fédéral, le 40 % restant devant être assumé par l'institution et ses partenaires. Or, en contexte de restriction budgétaire, et en se rappelant que le Ministère de l'éducation du Québec (MÉQ) a admis lui-même que le réseau universitaire souffrait d'un sous-financement chronique de 375 millions de dollars, nos universités, l'UdeM en tête, pourront-elles suivre la cadence encore longtemps ?

C'est ainsi qu'en transférant les sommes investies par le fédéral dans la recherche en paiements de péréquation (soit sous la forme de points d'impôts ou de taxes), nous éviterions les dédoublements de programmes aux deux paliers de gouvernement, nous permettrions aux organismes subventionnaires provinciaux de jouer pleinement leur rôle, nous préserverions l'autonomie de la recherche, tant fondamentale qu'appliquée, et nous améliorerions nettement les relations fédérales – provinciales.

Ottawa devrait redonner cet argent aux provinces par l'entremise des paiements de transfert pour que celles-ci l'administrent de manière autonome

Enfin, il est utile de se questionner sur les raisons qui poussent Ottawa à investir de manière aussi massive dans la recherche universitaire. À ce sujet, nous ne croyons pas qu'il s'agisse d'un bel altruisme ou de pure charité. Au contraire, le gouvernement fédéral investit dans sa visibilité. Sous le couvert de belles politiques d'innovation et de savoir de pointe, celui-ci n'hésite pas à rendre sa collaboration à nos établissements universitaires la plus visible possible, au point où les organismes subventionnaires provinciaux, tout aussi actifs et efficaces dans leur domaine, font office de parents pauvres. Néanmoins, cette guerre de drapeau n'est pas prête de s'éteindre avec la réélection du Parti libéral du Canada (PLC), seule formation politique à refuser de reconnaître le phénomène du déséquilibre fiscal.

En attendant, des domaines en recherche fondamentale courent après un financement qui ne viendra peut-être pas, ne satisfaisant pas les conditions des organismes fédéraux ou n'ayant pas comme point de mire la commercialisation de leurs résultats. « Désolé Messieurs et Mesdames chercheurs, se feront-ils répondre, vos travaux ne redorent pas suffisamment notre bel Unifolié ! »



À LA UNE

TROIS ANS APRÈS L'ADOPTION D'UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE, L'UTILISATION DE L'ANGLAIS EST ENCORE MONNAIE COURANTE SUR LE CAMPUS. LE MANQUE D'OUTILS NÉCESSAIRES À SON APPLICATION QUESTIONNE LA RÉALITÉ D'UNE VOLONTÉ POLITIQUE DE LA PART DU RECTORAT.

À VOIR EN PP. 6-7

Conception de la une : CALCUL MENTAL

SOMMAIRE

CAMPUS

Course au rectorat, première d'une série d'entrevues: Mireille Mathieu .....p. 5
Classes militantes: UniVERTcité .....p . 8

SOCIÉTÉ

Chronique environnement: l'automobile frappe un mur .....p. 9
VUS hybride, paradoxe sur quatre roues ....p. 9
Si j'avais les ailes d'un ange .....p.. 13
Adbusters veut de la pub .....p. 15

MONDE

Criquet au Bénin: lutte sans arme .....p. 16

Bébés sous haute surveillance en Nouvelle-Zélande .....p. 17

CULTURE

La tête qui dépasse .....p. 19

Échos souterrains .....p. 20
Plein cadre: Magnus Isacsson .....p. 21
Chronique bd, le phantasme d'érasme, chronique philo .....p 22
Chroniques cd, agenda culturel .....p. 23

L'INTERVIEWÉ

Jonathan Valois .....p. 11

Quartier Libre

DIRECTRICE
Fannie Olivier
fannie.olivier@umontreal.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Emmanuelle Gruber
e.gruber@umontreal..ca
Société / Monde : Samuel Auger
neoway@hotmail.com
Culture : Linda Fatigba
fatigbalinda@yahoo.ca

DIRECTION INFO VISUELLE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

PHOTOGRAPHE
Dominic Gauthier- gauthdom@hotmail.com

ILLUSTRATEURS
Clément de Gaulejac - calculmental.org
Giovanna Andaluz Nunez

COLLABORATEURS
Martin Auger, Erik Bélanger, Jean-François Fournier, Jean-Sébastien Jetté, Normand Landry, Aurore Lehmann, Mikaëlle Monfort, Jean-François Rioux, André Péloquin, Annabelle Seery.

CORRECTEUR
Serge Bergeron

INFOGRAPHIE
© Zirval Design & Imprimerie
(514) 525-3781

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)

COMPTABILITÉ
Mélanie Bouchard

IMPRESSION
Payette & Sims

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques
Le *Quartier Libre* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993.
Bimensuel, le *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Nos bureaux sont situés au:
3200, rue Jean-Brillant
(Local 1274-6) C.P. 6128, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec)
Tél.: (514) 343-7630 - Téléc.: (514) 343-7744
Site Web: www.ql.umontreal.ca
Courriel: quartierlibre@hotmail.com
Le *Quartier Libre* est membre de la Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ)
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans le *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.
PROCHAINE PARUTION
Mercredi 13 octobre 2004
PROCHAINE TOMBÉE
Jeudi 7 octobre 2004

ÉDITO

J'AURAIS VOULU QUE TU SOIS… PROPORTIONNELLE

Fannie OLIVIER

En se rendant aux urnes le 20 septembre dernier, l'électeur des comtés où se déroulaient les élections partielles a pu éprouver un sentiment d'impuissance aigu. C'est avec scepticisme qu'il a tracé une croix à l'endroit approprié, avec une moue un peu découragée qu'il a tenté de sourire à la petite dame chargée de rayer les noms des électeurs sur la liste et avec un léger haut-le-cœur qu'il est sorti du gymnase transformé pour l'occasion en temple démocratique. C'est probablement pour s'éviter pareil haut-le-cœur que 67% des électeurs de ces circonscriptions ont préféré rester chez eux le 20 septembre. Un malaise plane.

L'électeur frustré rentre chez lui avec la désagréable sensation d'avoir perdu quelque chose. Sa casquette? Non, toujours en place. La tête? Non, ce n'est pas ça. Son vote : voilà, il a perdu son vote! Un petit goût d'amertume démocratique lui monte à la gorge.

C'est parce qu'il a voté pour un petit parti qu'il se sent aussi lésé. L'électeur, qui ne se sent interpellé ni par les discours stériles du Parti libéral ni par ceux du Parti Québécois, a préféré opter pour un parti à l'image de ses valeurs. Or le scrutin uninominal qui sévit tant au provincial qu'au fédéral a vite fait de réduire sa voix au silence.

Pourtant, il y a déjà longtemps qu'on promet à l'électeur un système proportionnel. Du temps où le PQ était au pouvoir, le député Jean-Pierre Charbonneau avait fait de ce mode de scrutin son cheval de bataille. Déjà en 1979, un livre vert intitulé *Un citoyen, un vote* avait fait fureur dans le cabinet d'un certain René Lévesque. L'idée avait cependant été balayée du revers de la main par la chambre. Encore tout récemment, au printemps, le gouvernement Charest devait déposer un avant-projet de loi sur la réforme du mode de scrutin. Ce dépôt a été repoussé à l'automne et, de toute façon, on dit à l'électeur que cette réforme ne pourrait s'appliquer avant 2011, c'est-à-dire que la prochaine élection se fera nécessairement encore une fois dans le déni des voix alternatives.

L'électeur sort sa calculatrice. Aux dernières élections fédérales, faire élire un député bloquiste a nécessité 31 000 votes; un député libéral, 36 700; un conservateur, 40 350; un néo-démocrate, 111 400; et malgré les 580 816 voix obtenues, le Parti vert n'a réussi à faire élire aucun député. La démocratie n'est pas en santé.

Néanmoins motivé par l'espoir, l'électeur allume son téléviseur et aperçoit un tableau affichant les candidats en tête dans les diverses circonscriptions. Son amertume croit lorsqu'il remarque que, bien que les candidats de l'UFP arrivent troisièmes dans les circonscriptions de Gouin et de Laurier-Dorion, le téléjournal montre les visages de candidats de l'ADQ, comme si ces derniers occupaient cette position d'office.

Bien que les candidats de l'UFP arrivent troisièmes dans les circonscriptions de Gouin et de Laurier-Dorion, le téléjournal montre les visages des candidats de l'ADQ, comme si ces derniers occupaient cette position d'office.

L'électeur en a marre de voir un parti auquel il s'identifie constamment diminué de la sorte. Malgré leur modeste taille, les petits partis de gauche au Québec sont d'ailleurs la cible de railleries de plus en plus fréquentes. Marie Malavoy, vice-présidente du PQ, les croit irréalistes, Bernard Landry les traite de «rêveurs» et les critiques fusent de toutes parts pour les sommer de prendre position une fois pour toute sur la question nationale. Encore cette vieille histoire, constate l'électeur. Comme si la politique se résumait au Québec à être pour ou contre la souveraineté. Comme si l'indépendance était une fin plus importante qu'un projet de société complet.

Bien sûr, le PQ n'aime pas voir qu'il perd le monopole des votes des électeurs plus à gauche. Comme Ralph Nader est une épine dans le pied de John Kerry, l'UFP est souvent accusée de voler des votes au PQ. Mais l'électeur demeure sceptique face à cet argument puisque le PQ a gagné dans les deux circonscriptions où l'UFP est arrivée devant l'ADQ le 20 septembre dernier. On accuse les petits partis de diviser le vote, alors qu'une alternative au désolant bipartisme qui persiste au Québec est un coup de fouet pour la santé démocratique de la province.

Si l'électeur est amer, il sait cependant qu'il n'est pas le seul à réclamer un changement du mode de scrutin et une place véritable des petits partis dans l'arène politique. Dans les moments un peu déprimants, il repense aux déhanchements vigoureux des joyeux Zapartistes dans leur dernier cabaret lorsqu'ils chantent, sur l'air du hit *Hawaïenne* du groupe Les Trois accords : *«Proportionnelle! J'aurais voulu que tu sois… proportionnelle! Pour que mon vote puisse enfin compter! Même si mon vote c'est pour l'UFP!»*. L'électeur ne peut alors s'empêcher de sourire.

LE Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

RECHERCHE DES COLLABORATEURS

Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal, quelles que soient les études que vous poursuivez, vous pouvez collaborer au Quartier Libre!
Aucune expérience préalable n'est nécessaire!
Rejoignez l'équipe de rédaction le 29 septembre 2004 à 17h00 et participez à la réunion de production du journal.
PAVILLON 3200 Jean Brillant en pièce B 1274-6

À votre service !

un survol des Services aux étudiants de l'UdeM

Christian Bélair
Coordonnateur aux affaires institutionnelles

Que vous soyez culturel, humanitaire, étranger…gourmand, ils sont là pour vous servir! Encore cette année, la table est mise pour un festin d'activités, d'ateliers et de services de toutes sortes. Jetez un coup d'œil à votre facture de frais de scolarité et vous y trouverez les Services aux étudiants (SAE). Si vous êtes au 1er cycle, vous payez 7 $ du crédit, pour un maximum de 15 crédits. Si vous êtes au 2e et 3e cycle et que vous étudiez à temps plein, vous payez 105 $, et si vous étudiez à demi-temps, 52.50 $. À quoi sert cette cotisation? La cotisation aux SAE est répartie de la manière suivante : 66 % va aux SAE et 34 % au CEPSUM. Ainsi, puisqu'une partie de votre cotisation va au CEPSUM, vous avez accès gratuitement ou à prix fort concurrentiel aux diverses installations sportives telle la piscine, la salle d'entraînement, etc. Quant à l'autre partie de la cotisation, elle va directement aux SAE. Mais qu'est-ce que les SAE?

Les Services aux étudiants, ce sont dix différents services ou offres de services. Évidemment, certains sont plus connus que d'autres, tel que le Bureau de l'aide financière. Il y a plusieurs façons de présenter les SAE. On peut commencer par les services obligatoires, qui se trouvent au 4ième étage du pavillon J.-A.-DeSève (Centre étudiant), c'est-à-dire le Bureau de l'aide financière et le Bureau des étudiants handicapés. L'Université a l'obligation légale d'offrir ces services. Dans le cas du Bureau de l'aide financière, celui-ci a pour mission d'offrir aux étudiants l'accès à des moyens financiers leur permettant de poursuivre et de persévérer dans leurs programmes d'études. Qui sait, c'est peut-être au Bureau de l'aide financière que vous avez appris en début d'année que le gouvernement libéral venait de couper 103 millions en aide financière aux études? Du côté du Bureau des étudiants handicapés, celui-ci se charge d'accueillir et d'encadrer les étudiants handicapés, en plus de gérer le Programme d'allocation pour les besoins particuliers. Malgré le peu de ressources humaines et financières dont il dispose, le Bureau des étudiants handicapés fait un travail remarquable. Il faut savoir que la plupart des Services aux étudiants sont situés au Centre étudiant : Bureau de l'aide financière, Bureau des étudiants handicapés, Service universitaire de l'emploi, Bureau du logement hors campus, Bureau des étudiants internationaux, Service des activités culturelles. Au premier étage, le Service universitaire de l'emploi a pour mission d'informer les étudiantes et les étudiants des offres d'emploi possibles reliées à leur domaine d'étude et la Maison internationale, elle, renseigne les étudiantes et les étudiants sur les différents programmes de mobilité étudiante existants. Au troisième étage, le Service de logement hors-campus est une bonne façon de trouver un appartement à deux pas du campus. Et pour celles et ceux qui viennent de très loin, d'un autre pays, il y a le Bureau des étudiants internationaux, qui est responsable d'accueillir les étudiants étrangers et de leurs offrir une gamme de services répondants à leurs besoins. Enfin, au deuxième étage, vous trouverez le Service des activités culturelles; peinture, danse, création littéraire, langues, cinéma, radio, montage numérique, photographie, théâtre, journalisme, musique, etc.. Vous avez le choix! Et si un mardi ou un mercredi soir vous avez un petit 4$ à dépenser et l'envie d'écouter un bon film, pensez Ciné-campus! (Pour celles et ceux qui ne le savaient pas, et oui! l'Université a bel et bien sa salle de cinéma…)

pour celles et ceux qui ne le savaient pas, eh oui! l'Université a bel et bien sa salle de cinéma…

Parmi les autres services, qui ne sont pas offerts au Centre étudiant, il y a le Service de santé, souvent appelé la «Clinique du 2101», et le Service d'orientation et de consultation psychologique. Tous deux logent dans la même bâtisse, au 2101 Edouard-Montpetit, un peu en biais du Centre étudiant. Que vous soyez sur le bord du burn-out ou simplement un peu débordé, si physiquement ou psychologiquement ça ne va plus, passez voir les médecins, infirmières, radiologistes, physiothérapeutes, nutritionnistes, psychologues, consultants, etc., qui y travaillent. Au fil des ans, les services du 2101, dont le Service de santé et le Service d'orientation et de consultation psychologique ont développé une approche et une expertise liées aux besoins réels des étudiantes et des étudiants. En terminant, si vous êtes du style humanitaire, communautaire, je vous invite à prendre une marche jusqu'au 3200 Jean-Brillant, de monter au deuxième étage et de vous rendre au local B-2253. Vous y trouverez toute l'équipe du Service d'action humanitaire et communautaire qui saura, j'en suis sûr, vous cuisiner sourire et bonne humeur, dépannage alimentaire et sorties plein-air, groupes d'achat et écoute-référence, semaine interculturelle et bénévolat, enfin, de tout pour tous les goûts!

Voilà donc un tour rapide des Services aux étudiants qui, je l'espère, vous permettra de mieux les apprécier et d'en saisir toute l'importance. Parce qu'il faut savoir que depuis un an, l'Université s'efforce de relancer les Services aux étudiants, mais ce sans trop de succès. On parle de changer le nom des différents services, de regrouper ceux-ci en quatre grands secteurs, de mettre sur pied un Centre de carrière et un Centre de santé, mais rien de concret n'a encore été vraiment fait. Pourquoi? Parce qu'il n'y a pas de volonté claire de la part du Rectorat, de plan d'action bien établi sur lequel on a demandé aux étudiantes et aux étudiants de se prononcer. Quoiqu'il arrive, les Services aux étudiants devront toujours répondre aux besoins des ÉTUDIANTES et des ÉTUDIANTS, puisque après tout, qui financent les Services? Ce sont nous, à 60 %, les étudiantes et les étudiants. 20 % vient de la subvention du Ministère de l'éducation du Québec (MEQ) et 20 % des revenus externes. Il est donc tout à fait légitime que les étudiantes et les étudiants de l'Université de Montréal prennent part à la relance, mais surtout, aient vue sur la partie compressible du budget, sur l'offre de service, etc., et décident ce pour quoi ils sont prêts à payer ou pas.

Les candidats à la course au rectorat: Mireille Mathieu

COURSE À RELAIS

Forte d'une expérience alliant recherche, enseignement et gestion, Mireille Mathieu, directrice du Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales, déplore le manque d'écho fait au savoir universitaire au sein de la société. Le *Quartier Libre* vous propose ce premier d'une série d'entretiens en vue de la course au rectorat.

Propos recueillis par Samuel AUGER

Quartier Libre: Quels éléments de votre parcours feraient de vous une bonne rectrice?

Mireille Mathieu: Je suis titulaire d'un doctorat en psychologie et je suis professeur au département de psychologie depuis 1970. J'ai fait une longue carrière académique, tant en recherche fondamentale qu'en recherche clinique. En ce qui concerne mon parcours en gestion, j'ai été directrice du département de psychologie et j'ai été vice-doyenne de la Faculté des arts et sciences, pour finalement diriger cette Faculté. J'ai donc développé une connaissance approfondie de l'Université de Montréal et de ses instances. Par la suite, j'ai créé de toutes pièces un centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales. Ce centre représente un élément de plus en plus présent dans le milieu de la recherche, c'est- à- dire le transfert des connaissances produites à l'Université vers la société. Ce genre de relais va prendre de l'importance dans nos universités si nous voulons remplir correctement notre rôle. Je dois dire que toute cette expérience m'a préparée autant au mauvais qu'au beau temps. J'ai été directrice du département de psychologie au moment où il y avait des coupures budgétaires importantes, j'ai été vice-doyenne alors qu'il y avait des hausses de budget et, finalement, j'ai été doyenne au pire moment de l'histoire de l'Université sur le plan des compressions budgétaires. Je suis assez fière de ce que nous avons fait devant des coupures absolument draconiennes et inacceptables.

Q.L.: Comment qualifiez-vous la conjoncture qui vous attendrait au rectorat?

M.M.: La situation qui attend toutes les institutions universitaires québécoises est inquiétante. Nous ne parlons pas encore d'une crise comme celle que nous avons vécue de 1994 à 1998. Mais cette relative stagnation est fort inquiétante et nous ne connaissons pas encore bien les retombées de la commission parlementaire sur le financement des universités, si ce n'est un certain nombre de recommandations qui ne nous donnent pas l'heure juste sur ce qui nous attend. Lorsqu'on voit ce qui a été fait dans le dernier budget provincial en ce qui a trait au soutien aux étudiants, je pense que c'est extrêmement inquiétant: transformer les bourses en prêts, augmenter les difficultés pour les étudiants tout en réduisant le soutien qu'on leur donne. Dans le cadre d'un projet de société, il faut rétablir un équilibre entre le financement étatique, le support aux étudiants et les ambitions de l'Université de Montréal. Si le réinvestissement de l'État ne se concrétise pas, si les étudiants n'obtiennent pas les bonnes conditions, alors nous aurons l'université que l'on mérite.

Q. L.: Quelle est votre perception du processus de sélection pour le poste de recteur?

M. M.: Je crois que le processus a gagné en transparence avec les années et qu'il s'est amélioré. Par contre, ce qui me rend un peu mal à l'aise, c'est le fait que nous sommes à mi-chemin entre deux processus, soit quelque part entre un processus ouvert et un qui se tient derrière des portes closes. Nous avons un système où les noms des candidats sont publics, mais là ou je sens un malaise, c'est lorsque les candidats peuvent faire campagne sur une base volontaire, que ce soit lors de la rédaction de textes ou la participation au débat public. Certains viennent, d'autres pas. Tant qu'à être dans un système ouvert, ce serait peut-être mieux que tout le monde participe à ces étapes. Pour moi, c'est une marque élémentaire de respect envers la communauté universitaire que d'être présent à ces activités.

PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

Le service universitaire n'est pas seulement le fait de participer à des comités. Nous devons créer davantage de centres de liaison pour transférer les connaissances. Les chercheurs n'ont ni l'expertise ni le temps requis pour effectuer une telle liaison.

Q. L.: Le financement des sciences humaines est-il insuffisant?

M.M.: Les sciences naturelles ou biomédicales sont-elles favorisées aux dépens des autres? Moi je pense que c'est un mythe. Avoir un juste équilibre ne veut pas dire égalité. Les sciences naturelles ont besoin d'énormément de moyens. Si on regarde les fonds alloués aux subventions au Québec, je crois que nous avons obtenu un équilibre intéressant.

Q. L.: La qualité universitaire est-elle une valeur prioritaire à l'accessibilité aux études?

M. M.: La qualité des étudiants, des professeurs et des programmes doit être l'objectif premier. Ça ne veut pas dire que cela empêche l'accessibilité pour des étudiants moins bien préparés. Au Québec, nous avons une responsabilité d'accessibilité que n'ont généralement pas les autres provinces au Canada. Au cours des dernières années, nous avons augmenté les admissions dans de nombreux programmes contingentés. Nous avons aussi augmenté les conditions de succès dans les études par des programmes d'accueil et de parrainage. Il y a certainement du travail à faire pour que l'équilibre entre la qualité et l'accessibilité se traduise par une persévérance accrue des étudiants. Ce que nous observons, c'est que notre taux de diplomation pourrait être haussé de beaucoup. Là où nous réussissons très bien, ce sont dans des programmes très fortement contingentés ou lorsque le programme débouche sur un permis de pratique.

Q.L.: Quelle est la place que doit occuper le privé dans le financement des universités?

M.M. : La première place du privé se trouve dans les campagnes de financement. Afficher le nom des grands donateurs sur les pavillons, ça peut aller. Les gens aiment bien avoir leur nom inscrit lorsqu'ils donnent de l'argent pour du béton! Je pense que toutes les recherches faites en partenariat avec le privé sont aussi une façon de compléter le financement. Je dois toutefois être extrêmement prudente et attentive à ne pas laisser imposer des façons de faire pour obtenir du financement. Il ne faut pas se faire imposer le type de recherche, l'utilisation des résultats de recherche ou une quelconque manière de publier.

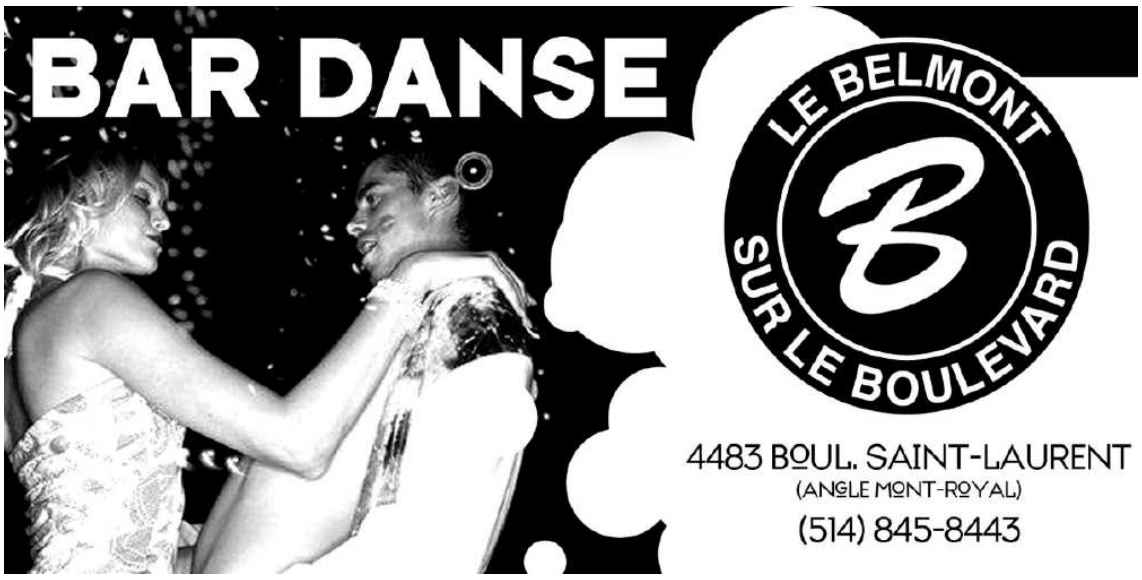
Q.L.: Qu'est-ce qui explique la difficulté de recrutement des professeurs sur le campus?

M.M.: Le renouvellement extrêmement important du corps professoral est vécu à l'échelle de l'Amérique et de l'Europe. C'est certain que l'Université de Montréal a deux éléments qui contribuent à ce problème. En général, les salaires ne sont pas compétitifs par rapport à la concurrence à laquelle on aime se comparer. Nous devons donc séduire beaucoup de professeurs en donnant des primes, ce qui entraîne des déséquilibres à l'interne. Il y aussi la question de la langue. Les conditions d'intégration des nouveaux professeurs ont certainement beaucoup aidé. Malgré cela, j'ai pu voir un professeur séjourner un an à Chicoutimi sans pouvoir réussir l'immersion. En dehors de ces deux facteurs, nous pouvons attirer des chercheurs par la proximité de plusieurs grands centres, mais aussi par la présence de collègues de grande qualité dans les départements.

Q.L.: Votre texte de candidature mentionne le transfert technologique ou de connaissance. Quelle est l'importance de ce concept?

M.M. : L'Université doit transférer ses connaissances au-delà des étudiants et des spécialistes. Elle doit partager ses connaissances avec les personnes intéressées dans la société. Un exemple de transfert d'innovation sociale : au Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales que je dirige, nous avons pris l'état des connaissances sur le dépistage de la violence conjugale et nous en avons fait un outil de formation. C'est le volet service à la société. Le service universitaire n'est pas seulement le fait de participer à des comités. Nous devons créer davantage de centres de liaison pour transférer les connaissances. Les chercheurs n'ont ni l'expertise ni le temps requis pour effectuer une telle liaison. Certaines universités américaines se sont dotées d'unités d'aide au transfert des connaissances. À l'heure actuelle, l'Université de Montréal ne possède pas de telles unités. Il ne faut pas s'imaginer que le chercheur pourra faire toute cette liaison tout en s'acquittant de ses tâches habituelles.

525-3781
INFO@ZIRVAL.COM
ZIRVAL
Design & Imprimerie
10 ans déjà



LA
DIVERSITÉ CULTURELLE

Conférence d'ouverture des Dix-septièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier avec :

Animatrice :
• *Madeleine Poulin*, Journaliste
Participants :
• *Line Beauchamp*, Ministre de la Culture et des Communications, Gouvernement du Québec
• *Bernard Cerquiglini*, Délégué général à la langue française et aux langues de France
• *Pierre Curzi*, Président, Union des artistes
• *François Héran*, Directeur, Institut National d'Études Démographiques (INED), Paris
• *Jean-Jack Queyranne*, Président du Conseil régional Rhône-Alpes

Mercredi 6 octobre 2004 à 16 h
Entrée libre

Université de Montréal
Pavillon Roger-Gaudry
Amphithéâtre Ernest-Cormier
2900, boul. Édouard-Montpetit

Les Dix-septièmes Entretiens du *Centre Jacques Cartier*

www.ejc.umontreal.ca

Montréal • Québec • Sherbrooke
4 – 9 octobre 2004

LE CENTRE JACQUES CARTIER
McGill
UQÀM Université du Québec à Montréal
Université de Montréal

CAMPUS
POLITIQUE LINGUISTIQUE

LANGUE DE BOIS

Trois ans après son adoption, la politique linguistique, censée protéger la langue française sur le campus, a pris la poussière. Les quelques changements apportés font pâle figure face à la volonté affichée du rectorat d'internationaliser l'Université, aidé en cela par un texte truffé de zones d'ombres.

Aurore LEHMANN

Lorsque les États généraux de la langue française se sont tenus en 2002, l'Université de Montréal était la seule à pouvoir se targuer de posséder une politique en la matière. Un an plus tôt, après un referendum au terme duquel 80% des étudiants se prononçaient en faveur de l'adoption d'une ligne directrice, l'Université avait adopté un texte définissant les grands axes de la protection de la langue française. Un projet ambitieux, en droite ligne de la charte de la langue française, où l'on se promettait, entre autres choses, de «*jouer un rôle moteur dans le développement et le dynamisme de la société québécoise, en faisant la promotion du français*».

Un beau programme qu'on avait alors accrédité d'un comité permanent censé veiller à l'application de la politique et composé des différents corps de l'Université, dont deux représentants étudiants. Sont venus s'ajouter des comités *ad hoc* créés au fur et à mesure que les problèmes spécifiques émergeaient. L'application de la politique a notamment permis la mise en place d'un processus de plaintes ouvert aux étudiants et garantissant un acheminement de l'information au secrétaire général de l'Université. Depuis sa création, le comité a traité une seule plainte, émanant d'un étudiant à l'endroit d'un professeur non francophone. Le professeur en question a été mis au courant par le directeur de son département et a vu ses cours de français intensifiés, aux dires des représentants de la FAÉCUM.

UN VÉRITABLE GRUYÈRE

Une amélioration non négligeable. Oui mais voilà: la seule. Selon Olivier Sylvestre, coordinateur aux affaires académiques de premier cycle pour la Fédération, en l'espace de trois années les discussions ont eu le dessus sur les actions concrètes. Propos corroborés par Pierre-Alain Benoît, secrétaire général de la FAÉCUM, qui a participé au comité de surveillance: «*La direction a bien fait son travail en ce qui concerne la langue de communication, l'affichage. Mais depuis l'adoption de la politique linguistique nous n'avons observé que très peu de changements quant à la qualité de la langue d'enseignement.*» Le texte de la politique linguistique mentionne que les professeurs non francophones au moment de leur embauche bénéficient de trois années de mise à niveau.

Il est aussi prévu que «*L'Université offre des services de soutien afin de permettre à ces personnes d'atteindre le niveau requis de compétences; elle se dote des moyens nécessaires pour évaluer leur maîtrise suffisante du français*». À ce jour, toujours selon Pierre-Alain Benoît, l'Université n'a déposé aucun plan d'action allant dans ce sens. Olivier Sylvestre renchérit: «*L'Université n'offre même pas de service de révision des travaux écrits à l'adresse des étudiants étrangers.* » Une gageure à laquelle réfléchiront cette année les membres du bureau exécutif de la FAÉCUM : «*Si on laisse ça à l'Université, ça ne se fera pas avant 10 ans!*». Le problème, c'est que les grands principes énoncés dans le texte de la politique linguistique sont remplis de zones grises, d'imprécisions, de temporisations. Un véritable gruyère.

«DANS LA MESURE DU POSSIBLE...»

Les termes employés sont particulièrement significatifs. Concernant la langue de travail sur le campus, on spécifie que le personnel a le «*droit*»de travailler en français. Le français est qualifié de langue «*normale*» de l'enseignement aux autres cycles que le premier. On demande que les plans de cours et, «*dans la mesure du possible*», le matériel pédagogique soient présentés en français. On stipule que les examens sont passés en français et les mémoires, thèses sont rédigés dans cette même langue «*sous réserve des dispositions particulières applicables*». Quant aux publications scientifiques rédigées en langue étrangère, on demande qu'elles soient «*dans la mesure du possible*» accompagnées d'un résumé substantiel en français. On prévoit une «*période d'adaptation définie par le doyen*» au cours de laquelle on autorise un étudiant dont la langue maternelle n'est pas le français à produire des travaux et des examens dans une autre langue.

On mentionne encore que «*l'emploi d'une autre langue est possible pour des activités particulières (…) lorsque la présence d'un conférencier ou d'un professeur invité le justifie.*» Une pratique devenue plus que courante à l'UdeM, les conférences en anglais n'étant le plus souvent pas accompagnées d'une traduction française. La marge laissée à l'interprétation étant énorme et le texte non coercitif, c'est de la volonté politique du rectorat que dépend son application. Or ces dernières années, cette volonté politique s'est plutôt tournée vers l'internationalisation de l'Université, ce qui, selon Olivier Sylvestre, «*est synonyme d'anglicisation*». On se souvient que Robert Lacroix l'année dernière, s'est dit ouvert à l'enseignement en anglais, une pratique privilégiée aux HEC et à Polytechnique.

MILIEU DE TRAVAIL ANGLOPHONE À L'UDEM

LA FIN D'UN MYTHE?

Une visite dans un laboratoire de l'Université de Montréal peut réserver quelques surprises désagréables pour un défenseur de la langue de Molière. Dans un monde scientifique dominé par l'anglais, le recours au français comme langue de travail n'est pas assuré.

Samuel AUGER

« J'estime à 90% la proportion de conversations et interactions qui ont lieu dans mon milieu de travail qui se déroulent en anglais». La confidence ne provient pas d'un étudiant de l'Université McGill, mais bien d'un étudiant de l'UdeM. François Boulay poursuit des études supérieures en bio-informatique au département de Biochimie situé au pavillon Roger-Gaudry. Pour lui, le caractère unilingue anglophone de son environnement de recherche ne fait aucun doute. *«Que ce soit lors de nos réunions de laboratoire, de discussions avec mon directeur de recherche ou avec la majorité de mes collègues, presque tout se déroule en anglais.»*

Dès le départ, il souligne ne pas être forcé d'étudier en anglais et accepter de plein gré l'utilisation des vocables de Shakespeare. *«Même si nous sommes à l'UdeM, nous demeurons un institut de recherche qui doit parler en anglais. À ce niveau d'étude, il est primordial d'être parfaitement bilingue. Le fait de parler en anglais au jour le jour nous prépare mieux à la réalité de notre domaine de recherche.»* François Boulay se sent tout à fait à l'aise dans son laboratoire dominé par l'anglais. Advenant un désir de sa part de cheminer en français, il concède qu'il y aurait là certaines difficultés. *«Il y aurait certains de mes collègues de travail avec qui une discussion pourrait difficilement avoir lieu.»*

«SWITCHER» EN UN CLIN D'OEIL

Ce que vit cet étudiant, un cas isolé? Pour un ex-chercheur connaissant bien le milieu universitaire et qui préfère conserver l'anonymat, l'Université n'est francophone que sur papier seulement. *«Le recrutement des professeurs repose sur leurs compétences et leur réputation bien plus que sur leur qualité linguistique. Si un chercheur est anglophone et qu'il se trouve dans son laboratoire, les communications vont fort probablement se dérouler en anglais. Il y a même des chercheurs qui, par principe, exigent que leurs étudiants travaillent en anglais.»*

Il souligne également la tendance à accommoder en priorité les étudiants gradués anglophones. Il raconte que, lors de son passage au CHUM, sous la direction d'un chercheur francophone, toutes les réunions de laboratoires ont pris soudainement un virage anglophone après l'arrivée d'une étudiante anglophone. Invité à commenter un cas comme celui de François, il voit là une situation qutidienne pour beaucoup d'étudiants. *«Les étudiants choisissent avant tout un chercheur pour sa spécialisation et sa renommée. Il ne leur reste donc qu'un choix limité. Dans ces conditions, ils n'accordent que bien peu d'importance à la question linguistique.»*

Il n'y a toutefois pas de contrôle ou d'exigence linguistique pour les stagiaires post-doctoraux, des étudiants étrangers pour la plupart et qui sont parti intégrantes de beaucoup de laboratoires scientifiques.

LA DIRECTION SURPRISE

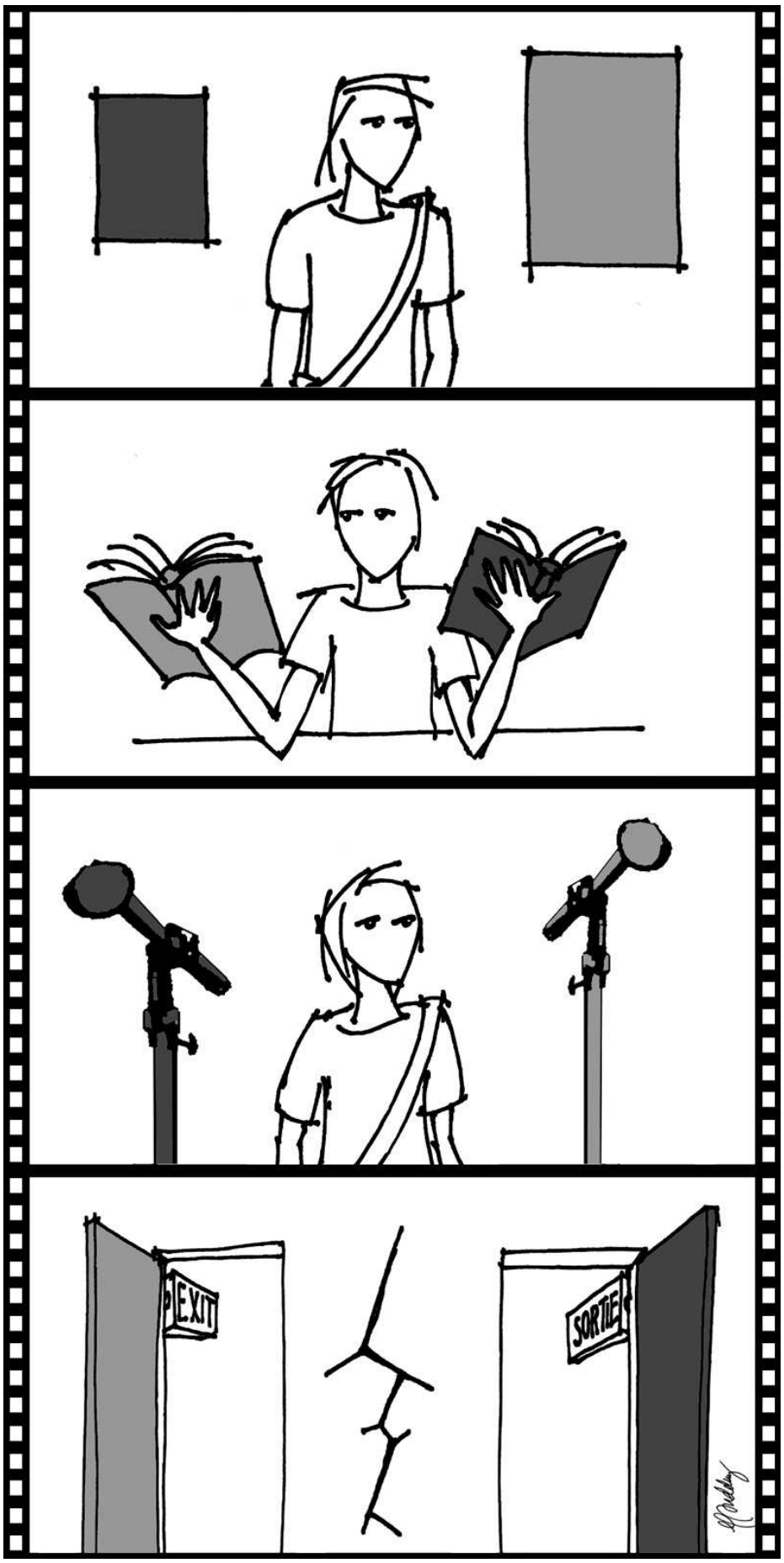
Informé de l'existence d'un cas comme celui de François, le doyen de la Faculté des études supérieures Louis Maheu se dit surpris de la situation. *«C'est la première fois que j'entends dire qu'un étudiant puisse poursuivre son cheminement académique dans un milieu unilingue anglophone sur le campus de l'Université.»* Il soutient d'emblée que l'Université doit assumer pleinement son statut d'université francophone en mettant de l'avant sa culture de langue française. *«Je ne pourrai jamais accepter que des gens soient refusés aux études supérieures parce qu'ils ne parlent pas anglais. Nous devons plutôt offrir un soutien aux étudiants anglophones.»*

Avant de joindre les rangs de l'UdeM, les étudiants doivent se conformer à un test de contrôle en français. Des recommandations linguistiques et un accès à des cours gratuits peuvent être offerts si les résultats de cet examen l'exigent. Il n'y a toutefois pas de contrôle ou d'exigence pour les stagiaires post-doctoraux, des étudiants étrangers pour la plupart et qui sont parties intégrantes de beaucoup de laboratoires scientifiques. Sur ce point, Louis Maheu reconnaît que l'Université pourrait mettre de l'avant davantage d'incitations à s'intégrer. *«Je travaille d'ailleurs à la mise sur pied d'un bureau des stagiaires post-doctoraux.»*

DES RECOURS POSSIBLES

La réaction de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAÉCUM) rejoint celle de la direction universitaire. *«Nous ne pouvons pas cautionner une telle pratique. Je ne doute pas qu'un milieu de travail anglophone puisse exister, mais je maintiens que la langue de travail doit être le français et qu'il s'agit là d'un droit»,* explique Olivier Sylvestre, responsable de la question linguistique pour la FAÉCUM.

Ce droit des étudiants trouve sa légitimité dans la politique linguistique adoptée en 2001 par l'Université. Si des étudiants se sentent brimés dans leur droit d'étudier et de travailler dans la langue officielle du Québec, ils peuvent s'adresser à un comité permanent de l'UdeM qui prend en charge toutes les plaintes à caractère linguistique. Au dire d'Olivier Sylvestre, les étudiants ne sont pas bien au courant de cette option. *«Il est très facile pour un étudiant de recourir à l'anglais pour se conformer à son milieu de travail. Or la politique linguistique est très claire à ce sujet. Les étudiants n'ont donc qu'à venir nous voir s'ils désirent porter plainte. Nous ne pouvons toutefois pas faire la police dans les laboratoires pour y vérifier la langue d'usage.»*



«Que ce soit lors de nos réunions de laboratoire, de discussions avec mon directeur de recherche ou avec la majorité de mes collègues, tout se déroule en anglais.»

François Boulay, étudiant au Département de biochimie.

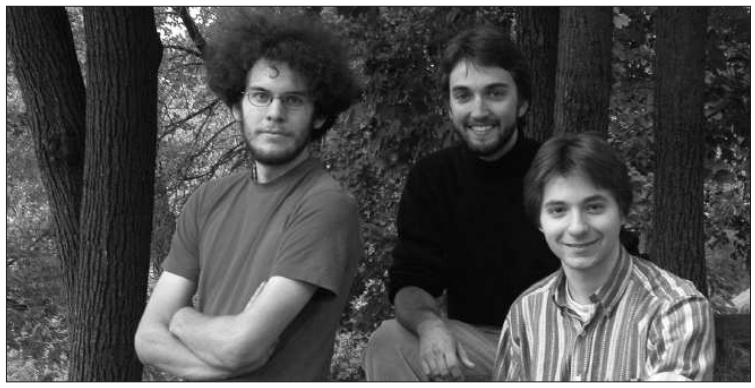
525-3781
INFO@ZIRVAL.COM
ZIRVAL
Design & Imprimerie
10 ans déjà

Le Florissant d'Outremont
CONDO DE LUXE (3 ½ • 4 ½ • 5 ½)
AU COEUR DE MONTRÉAL...à quelques minutes du centre-ville
... près de l'Université de Montréal
Un investissement solide
pour votre sécurité financière!
514-992-1930
1085 / 1095 rue Pratt • Tél.: (514) 344-1822 / (514) 992-1930
À proximité du parc Pratt, des restos et des boutiques branchées d'Outremont
• Immeuble en béton (dalle de 9")
• Planchers en bois franc dans toutes les pièces
• Cuisine de haute gamme avec comptoir en granite
• 2 salles de bain complètes
• Douche en verre trempé de 3/8"
• Air climatisé et insonorisation supérieure
• Hall d'entrée élégant et ascenseur rapide
• Aménagement paysager professionnel
• Concierge (Service 24 heures)
• Stationnement intérieur disponible
• Taux hypothécaires garantis!
• Occupation - Été 2005
VISITER NOTRE SALLE DE MONTRE, AU 1090 PRATT
PRIX PRÉ-CONSTRUCTION
HEURES: Lundi à Vendredi 1:00 p.m. à 8:00 p.m.
Samedi et Dimanche 12:00 p.m. à 5:00 p.m.

Centre étudiant Benoît-Lacroix
Centre catholique de spiritualité
NOUVEL HORAIRE
UNE COMMUNAUTÉ dynamique QUI RASSEMBLE DE jeunes UNIVERSITAIRES
Tous les dimanches soirs, à 17h30, la Communauté chrétienne universitaire se rassemble à l'église des Dominicains pour célébrer sa foi. Véritable oasis de prière, cette communauté chrétienne est un lieu d'étonnement, de réflexion, de découverte et de questionnement.
À l'église des Dominicains
2715, ch. Côte-Sainte-Catherine
à quelques pas de l'École des H.É.C.
Renseignements
(514) 341-4817
www.cebl.org
Université de Montréal

ENJEU LOCAL, ACTIONS CONCRÈTES

L'environnement fait plus que jamais l'actualité: Protocole de Kyoto, centrale du Suroît, incinérateur de Belledune. Au-delà de ces dossiers mobilisateurs, que pouvons-nous faire pour vivre dans un environnement plus sain? Le comité UniVERTcité veille au grain sur le campus de l'Université.



«LA LOURDEUR DE LA BUREAUCRATIE REND LES AMÉLIORATIONS DIFFICILES À OBTENIR.»

Annabelle SEERY

Malgré la sensibilisation qui est faite un peu partout, les membres d'UniVERTcité sont persuadés que des gestes doivent encore être posés pour préserver l'environnement. Julien Lafrance-Vanasse, Martin Frankland et Gabriel Maltais-Landry témoignent. «*Il ne faut pas seulement dire qu'il est bon de recycler*, affirme Gabriel. *Il faut aussi expliquer aux gens que s'ils mettent un gobelet sale dans le mauvais compartiment, c'est tout le sac qui devient non-recyclable.*»

UniVERTcité désire sensibiliser différemment, en s'axant sur les actions concrètes. «*Les gens ont beau se plaindre de l'effet de serre, ils continuent à manger dans de la vaisselle jetable à la cafétéria!*» s'exclame Gabriel. Et Julien d'ajouter: «*Il faut déclencher l'étincelle. Les gens savent que nous devons protéger l'environnement. Avec des moyens faciles et concrets, on leur donne la possibilité d'agir.*»

CORVÉES DE NETTOYAGE

Comité à la structure souple, UniVERTcité s'organise autour de projets. Ceux liés à la sensibilisation seront encore nombreux cette année, comme c'est le cas depuis la création du comité en 1996. Outre la semaine de l'environnement qui aura lieu en janvier prochain et au cours de laquelle seront présentés conférences et films, des kiosques ainsi que plusieurs affiches seront disposés un peu partout sur le campus au courant de l'année.

Des actions directes, suite logique à la sensibilisation, sont aussi prévues. Des corvées de nettoyage ponctuelles font encore partie du programme. UniVERTcité offre des subventions et une aide logistique à tout groupe (comme les associations étudiantes) qui voudrait mettre sur pied un projet environnemental.

LANGAGE DE FONCTIONNAIRE

UniVERTcité fait aussi pression sur l'administration universitaire. Cet automne, un projet vise à convaincre les cafétérias d' offrir un rabais sur le café aux gens qui apporteront leur tasse. «*Les cafés étudiants sont très coopératifs et adhèrent sans problèmes au projet,* note Martin. *Les cafétérias sont beaucoup plus réticentes. Elles évoquent des questions financières pour justifier leur refus. On utilise alors leur langage de fonctionnaire pour les convaincre, mais c'est difficile. On pense maintenant à des moyens de pression pour les faire bouger.*»

Comme pour le projet d'achat de papier recyclé par l'Université et la campagne Recto verso, qui encourage l'utilisation des deux côtés des feuilles lors de l'impression ou de la photocopie, le processus décisionnel est lent. On déplore «*la lourdeur de la bureaucratie qui rend les améliorations difficiles à obtenir.*»

LENTEMENT, MAIS SÛREMENT

Les trois membres rencontrés s'accordent pour dire que le plus grand défi est de changer les mentalités, étape nécessaire à l'atteinte d'un environnement plus sain. Ils reconnaissent que «*les changements de société prennent du temps*» et que c'est parfois décourageant. Pour autant, agir représente pour eux une responsabilité: «*l'environnement est mal géré. Nous devons donc trouver de meilleures solutions et, surtout, les mettre en place.*»

Julien précise qu'«*il ne faut pas seulement être respectueux de l'environnement chez soi. Il faut tenter de convaincre les autres de l'être aussi*». «*Et l'Université représente un milieu plutôt ouvert où l'on peut mettre sur pied de nouveaux projets*», ajoute Gabriel. «*Nous souhaitons vivre dans un environnement plus sain*, soutient Martin. *C'est beau de ne pas vouloir brusquer les gens, mais parfois c'est nécessaire si nous voulons que les choses changent.*»

Chronique Journée internationale sans ma voiture

«SI J'AVAIS PAS D'CHAR...»

Érik BÉLANGER

En ces temps d'abondance et de statut social achetable chez le concessionnaire automobile, il semble opportun de se questionner sur la boulimie énergétique de nos modes de transport actuels. Pour étoffer le propos, comparons les ressources nécessaires à un automobiliste, un cycliste et un usager des transports en commun pour effectuer un même parcours, aller simple, et quantifions sommairement leurs impacts respectifs en terme de pollution de l'air.

Notre premier protagoniste se déplace en transport en commun et nous l'appellerons Jean-Michel STM. J-M STM utilise une combinaison d'autobus, de métro et de marche pour se rendre à destination (École Polytechnique, sur le mont-Royal en plein cœur de Montréal). Le parcours est de 11 kilomètres, coûte 2,50$ et dure 40 minutes depuis son domicile (coin Pie-IX et St-Zotique). Comme J-M STM gagne 10$/heure, il doit travailler 15 minutes pour défrayer le coût du transport, son temps de transport total est donc de 55 minutes. Quant à la pollution, elle vient principalement de la portion autobus de 4 kilomètres, car l'on suppose que l'électricité alimentant le métro provient d'une centrale hydroélectrique et non d'une centrale thermique comme le projet du Suroît.

Notre deuxième voyageur utilise le vélo et s'appelle Mag-à-Vélo. Elle consacre 200$ par année pour l'entretien, l'équipement et l'amortissement de son vélo et l'utilise six mois par année, ce qui représente un coût d'environ un dollar par jour. Le parcours est le même et dure également 40 minutes. Évalué sur un salaire horaire de 10$, son aller simple coûte 0,50$ et nécessite trois minutes de travail pour un temps de transport total de 43 minutes. La pollution engendrée est nulle, il n'y a que le dioxyde de carbone normalement dégagé par la respiration.

Notre dernier voyageur se nomme Ma-tu-VUS et conduit une automobile de taille moyenne (Cavalier, Accord ou Golf) à essence, un combustible fossile non renouvelable. Selon les chiffres fournis par le CAA, une voiture coûte environ 0,47$ du kilomètre au Canada en incluant tous les frais (dépréciation, entretien, carburant, assurances, etc.), ce qui représente 5$ pour l'aller simple. Afin d'éviter une recherche de stationnement longue et frustrante, Ma-tu-VUS possède un permis de stationnement valide sur son campus universitaire, dont le prix dérisoire est de 0,60$ par jour. Le parcours est le même mais dure environ 20 minutes. Avec son salaire de 10$/heure, il doit travailler un peu plus d'une demi-heure pour défrayer son déplacement, pour un temps de transport total de 55 minutes pour l'aller seulement.

Mais voilà, les permis de stationnement étant limités, Ma-tu-VUS a récemment été contraint de rejoindre les nombreux automobilistes devant valser dans le quartier en quête de stationnement. Il lui arrive fréquemment d'arpenter les rues avoisinantes durant une demi-heure. Comme le stationnement de rue est situé tout au bas du mont-Royal, une marche supplémentaire d'une quinzaine de minutes est nécessaire pour se rendre à sa destination finale, pour un temps total de transport de 105 minutes, soit une heure et quarante cinq minutes pour l'aller seulement. Ma-tu-VUS consacre donc trois heures par jour pour un déplacement aller-retour de 22 kilomètres. Il se situe alors à la vitesse de la marche à pied, qui ne coûte rien et permet de couvrir environ six kilomètres à l'heure d'un bon pas.

À supposer que le nombre de personnes à bord de sa voiture correspond à la moyenne montréalaise (1,4 passager/voiture), nous obtenons une la quantité de carburant consommée pour le déplacement aller de seulement 1,2 litres. S'il conduisait un VUS (vous savez ces porte-avions routiers pouvant transporter huit enfants, deux chiens ainsi qu'un réfrigérateur, mais qui servent habituellement à transporter 1,4 personne et son sac à main), ces chiffres devraient être majorés de 50 à 100%. Dans tous les cas, son déplacement est particulièrement polluant, comme en témoigne le tableau ci-dessous. Le vélo ressort gagnant de cette comparaison, que ce soit en terme de temps de transport total, d'efficience énergétique ou encore de coût.

Chaque matin sur mon vélo, je pédale le cœur léger en me rendant au boulot, mes 40 minutes de vélo matinal étant d'une rare efficacité pour mon bien-être physique et mental. Mais parfois, je me sens un peu à l'étroit au creux de la marée qui me submerge dans ce quartier Côte-des-Neiges, où le développement du réseau cyclable n'est encore qu'un vague projet. Pour faire suite à la Journée internationale sans ma voiture du 22 septembre 2004, osons repenser nos déplacements sous un autre angle. Et chantons en cœur une version corrigée de la ballade Cassonade de Stephen Faulkner : *«Si j'avais pas d'char…ça changeraeit ma vie!»*.

Subventions aux véhicules utilitaires sports

LONG VIRAGE EN PERSPECTIVE?

Un concessionnaire Ford près de chez vous offrira d'ici un mois le tout nouvel Escape hybride, un petit VUS (véhicule utilitaire sport) muni d'un moteur bi-énergie fonctionnant tantôt à l'essence conventionnelle sur l'autoroute, tantôt à l'aide d'une pile électrique à des vitesses citadines. Ce concept écologique nécessite à première vue bien des efforts de la part de ses concepteurs pour être adopté par les consommateurs, et n'est pas la solution miracle annoncée depuis longtemps.

Jean-Sébastien JETTÉ

Depuis des années, les gouvernements, universités et sociétés d'État investissent des fonds publics dans la recherche de systèmes alternatifs de motorisation. Lors de l'acquisition d'une voiture hybride, certains consommateurs canadiens profitent maintenant d'un congé de taxes jusqu'à concurrence de 3000$, notamment pour le nouvel Escape. Mme Christine Hollinger, directrice aux relations publiques et responsable de produit chez Ford du Canada affirme que *«les subventions offertes aux consommateurs dépendent de chaque province, et Ford ne fait pas de pressions particulières en ce sens sur les autorités gouvernementales. Mais nous aimerions bien sûr voir d'autres incitatifs mis de l'avant. Des groupes de concertation s'organisent aussi pour proposer des idées telles des voies réservées aux hybrides ou des stationnements gratuits leur étant destinés au centre-ville»*. Du même souffle, Mme Hollinger dévoile qu'un projet-pilote est actuellement en cours du côté de la Colombie-Britannique, où trois prototypes Ford Focus munis d'un moteur à hydrogène sont à l'essai. Ironiquement, la publicité nous apprend que leur camionnette F-150, dégageant des marges bénéficiaires très appréciables mais aussi son lot de gaz à effet de serre, est le véhicule le plus vendu au Canada. Outre une automobile de type berline d'ici deux ans, aucun autre projet d'hybride n'est sur les planches dans le créneau des énergivores. Mais l'Escape hybride servira assurément de phare publicitaire au cours des prochaines semaines.

Au sein du groupe Équiterre, un organisme qui fait la promotion de solutions écologiques et socialement acceptables, le coordonnateur-général Sidney Ribaux reconnaît que les subventions sont un pas dans la bonne direction, étant donné que les hybrides sont plus coûteux que les modèles standards. Mais à l'opposé de ceux de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de l'Île-du-Prince-Édouard, le gouvernement québécois n'a pas actuellement l'intention d'offrir cette subvention. Selon M Ribaux, il faut voir le changement de comportement des citoyens dans une stratégie globale à long terme par l'entremise d'un ensemble de mesures. Par contre, il ajoute que *«même si l'on augmente l'efficacité énergétique des véhicules, avec le rythme actuel de croissance du parc automobile, de l'étalement urbain galopant, de la congestion accrue en raison des infrastructures routières défaillantes et de la surutilisation de celles-ci, dans quelques années, la consommation globale de carburant sera au même niveau qu'actuellement»*. Il avance que l'idéal serait qu'en ville, on développe et encourage davantage les réseaux de transport alternatifs pendant que les gens vivant loin des facilités de transport en commun possèdent soit un hybride ou une petite voiture standard qui est la plupart du temps plus économe que n'importe quel type de VUS, même hybride. Mais comme certains utilisateurs requièrent obligatoirement un véhicule pour de courts déplacements, entre autres les taxis et les fonctionnaires de la Ville de Montréal, les hybrides sont une voie intéressante.

M. Ribaux rapporte une autre option venant du constructeur Mercédès. *«La SMART, une petite voiture économique fera son entrée dans les prochains mois au Canada. Ce petit véhicule à deux places peut libérer de l'espace urbain précieux pour aménager des voies réservées et des pistes cyclables. Les sociétés d'État et les municipalités pourraient donc montrer l'exemple en acquérant quelques exemplaires de ce modèle quand il répond à leurs besoins»*. Finalement, son organisme propose d'autres mesures fiscales comme une taxe sur les véhicules gourmands dont le montant serait remis aux acheteurs de voitures écolo. *«Cet effet de levier aurait pour conséquence d'envoyer un signal encourageant les consommateurs à opter pour la solution de rechange»*.

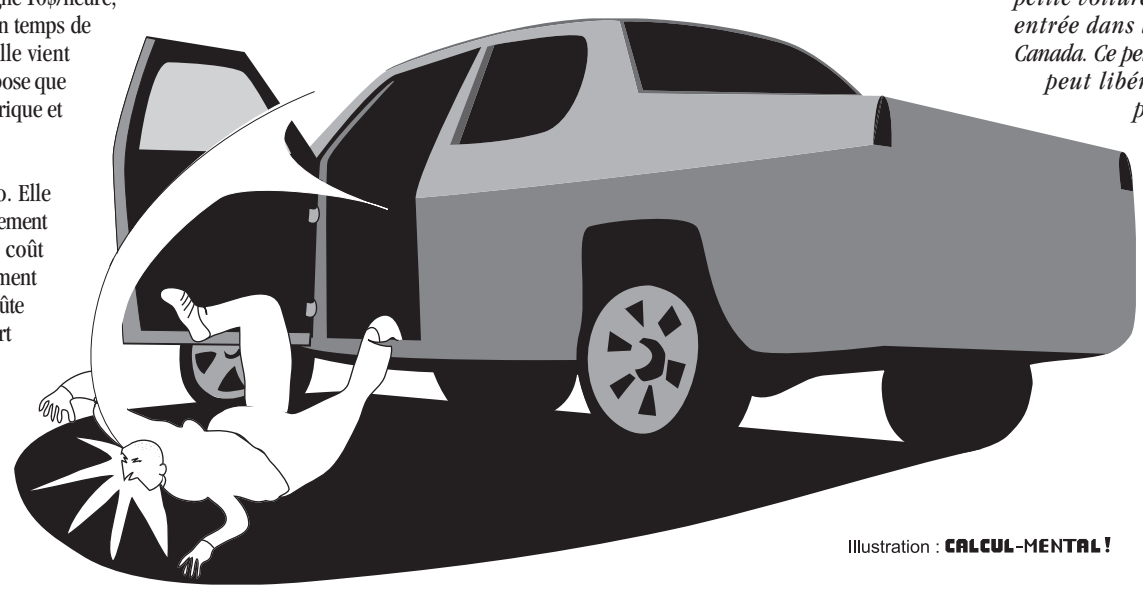


Illustration : CALCUL-MENTAL!

Même son de cloche pour Olivier Pelletier, coordonnateur à l'organisme Écologie urbaine. Il encourage les gens à opter pour ce type de véhicule qui sera éventuellement vendu à prix compétitif quand il atteindra une production de masse. Il soulève aussi le fait que des groupes comme CommunAuto qui, pour une somme modique, propose à ses membres des voitures en colocation pour de courts déplacements, pourront profiter de ces subventions tout en poursuivant sa mission de réduire le nombre d'automobiles et son usage. Tout en reconnaissant que le virage écologique est long à se mettre en branle, M. Pelletier souligne *«qu'il faut que chacun évalue ses besoins et fasse un achat intelligent»*. Comme bien peu de citadins ont l'occasion d'utiliser un VUS en forêt comme dans les publicités, une réflexion en ce sens s'impose.

Malgré ces efforts et incitatifs, General Motors, qui annonce actuellement sa grande liquidation de fin d'année, agrémente ses véhicules d'une promotion spéciale offrant pour les 2 500 premiers litres d'essence une réduction de 20 ¢/litre. L'économie de carburant à grande échelle ne semble pas être pour demain.

Services aux étudiants

ATELIERS SERVICES

www.sae.umontreal.ca

CULTURE

¬ www.sac.umontreal.ca

+ CINÉ-CAMPUS

29 septembre à 17 h 15, 19 h et 21 h
Le bonheur est une chanson triste

5 et 6 octobre à 17 h 15, 19 h et 21 h
Roger Toupin épicier variété

12 et 13 octobre à 17 h 15, 19 h et 21 h
Monsieur Ibrahim et les fleurs du Coran

Étudiants : **3,99 $**, Carte Ciné-Campus : **30 $** pour 10 films
Grand public : **4,99 $**, Carte Ciné-Campus : **40 $** pour 10 films

(514) **343.6524**

ENTRAIDE

¬ www.serdahc.umontreal.ca

+ INSCRIPTION AUX ATELIERS ET AUX ACTIVITÉS D'ACTION HUMANITAIRE ET COMMUNAUTAIRE

- **La clef des champs**
- **Groupes d'achats écono-marché**
- **Formation de bénévoles à la prévention du suicide**
- **Apprendre à cuisiner**
- **Jumelage interlinguistique**
- **etc.**

Jusqu'au 8 octobre
Lundi au jeudi de 9 h 30 à 15 h 30, vendredi de 9 h 30 à 13 h 30
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-2253

(514) **343.7896**

EMPLOI

¬ www.emploi.umontreal.ca

+ SESSION D'INFORMATION – MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Offert aux étudiants et finissants en Sciences économiques
5 oct., 11 h 45 à 12 h 45
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-3295

+ ATELIERS DE RECHERCHE D'EMPLOI

Inscription obligatoire

¬ **Le curriculum vitae pour un emploi à l'international**
30 sept., 13 h 45 à 15 h 30

¬ **Simulation d'entrevues**
6 oct., 13 h 30 à 16 h 45

¬ **Rédiger son curriculum vitae et sa lettre de présentation**
12 oct., 13 h 45 à 15 h 30

GRATUIT

(514) **343.6736**

COUNSELING

¬ www.socp.umontreal.ca

+ SEMAINE DU CHOIX DE CARRIÈRE

Mon orientation, c'est toujours le temps d'y penser!
Stands d'information, cliniques d'orientation et activités créatives pour mieux vous découvrir et vous orienter!

4 et 5 octobre de 10 h à 14 h
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, 2e étage

6 octobre de 10 h à 14 h
Pavillon Marie-Victorin, hall d'entrée

GRATUIT

+ ATELIERS DE COUNSELING

Gratuit pour les étudiants / Aucune inscription
MÉTIER : ÉTUDIANT

¬ **Préparation et passation des examens** les 28 sept. ou 30 sept.
¬ **Lecture efficace** les 5 ou 7 oct.
Les mardis de 17 h 30 à 18 h 45, Pav. 3200, rue Jean-Brillant, local B-3275
ou les jeudis de 11 h 30 à 12 h 45, Pav. Marie-Victorin, local B-440

¬ **Votre style d'apprentissage : des stratégies à votre mesure**
– Inscription avant le 22 sept.
27 sept., 16 h 30 à 18 h 30, Pav. Marie-Victorin, local G-415

¬ **Le *mind-mapping*** – Inscription avant le 24 sept.
28 sept., 16 h 30 à 18 h 30, Pav. Marie-Victorin, local G-445

¬ **Créer votre projet pour l'étranger** – Aucune inscription
28 sept., 16 h 30 à 19 h, Pavillon Marie-Victorin, local G-415

¬ **Confiance en soi** – Inscription avant le 22 sept.
28 sept. et 5 oct., 18 h à 20 h 30,
Pav. 2101, boul. Édouard-Montpetit, local 013-3

¬ **À la découverte de soi avec l'Ennéagramme**
–Inscription avant le 24 sept.
5 oct., 16 h à 18 h 30, Pav. Marie-Victorin, local G-415

¬ **Trop souvent dans la lune?** – Inscription avant le 30 sept.
5 oct., 18 h 30 à 20 h 30, Pav. 2101, boul. Édouard-Montpetit, local 013-3

¬ **Personnalité et projets de carrière** – Inscription avant le 4 oct.
6 oct., 18 h à 20 h, Pav. Marie-Victorin, G-415

¬ **Revoir son premier choix** – Inscription avant le 4 oct.
7 oct., 16 h à 19 h
Pav. 2101, boul. Édouard-Montpetit, local 013-3

(514) **343.6853**

Université de Montréal

GRATUIT:

CLAVIER & SOURIS SANS FIL*

HP NX9020 1239 $ ou 40 $ par mois†
Écran 14.1" 1024 X 768 • Celeron M 1.3 GHz • Mémoire vive 256 Mo • Disque dur 30 Go
Modem 56 k • Lecteur DVD-ROM/CD-RW • Intel Extreme Graphic 64 Mo (partagée)
10/100 Intel 802.11b/g • Windows XP Pro

HP NX9030 1539 $ ou 49 $ par mois†
Écran 15" 1024 X 768 • Pentium M 1.5 GHz • Mémoire vive 256 Mo • Disque dur 40 Go
Modem 56 k • Firewire • S-Video • Lecteur DVD-ROM/CD-RW • Vidéo 64 Mo (partagée)
10/100 Intel 802.11b/g • Windows XP Pro • Clavier & souris sans fil

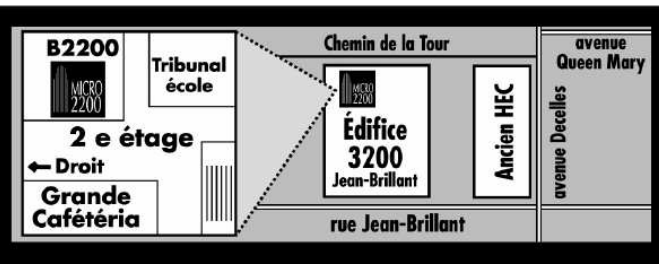
FINANCEMENT accord D Desjardins
PRÊT DU GOUVERNEMENT
PLAN ÉTUDIANT: 0$ à l'achat • 0$ résiduel • Terme 36 mois

hp invent

HP NX9110 1799$ ou 58 $ par mois†
Écran 15.4" 1280 X 800 • Pentiun P4 3.0 GHz avec Hyper-Threading • Mémoire vive 512 Mo • Disque dur 40 Go • Firewire • S-Video
Lecteur DVD-ROM/CD-RW • Radeon 9000 64 Mo • Réseau 10/100 • Intel 802.11a/b/g • Windows XP Pro • Clavier & souris sans fil

MICRO 2200 INFORMATIQUE

NOUVELLE BOUTIQUE
Université de Montréal, Pavillon 3200
3200, rue Jean-Brillant, Local B-2200
Montréal
Tél: 514.343.2313



micro2200.ca

* Avec l'achat d'un NX9030 ou NX9110 sélectionné

ALTERSOUVERAINISTE

Trois mousquetaires, trois jeunes députés péquistes qui sillonnent le Québec dans toute sa jeunesse. Constat difficile : la souveraineté parait désuète et le Parti québécois constate que se creuse un fossé avec la génération montante. Rencontre avec Jonathan Valois, député de Joliette et trouble-fête au sein d'un parti nostalgique.

Propos recueillis par Samuel AUGER

Pour les jeunes en formation profesionelle, le politicien est directement responsable de leurs problèmes. Si vous essayez en tant que politicien de parler de souveraineté avec eux, ils vous regardent avec de gros yeux... Il est donc impérieux de ne pas laisser le projet de souveraineté uniquement entre les mains d'un politicien. Surtout pas...

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

Quartier Libre : Pourquoi, alors que votre rapport sur les jeunes et l'implication politique a été finalisé en juin dernier, les médias n'en parlent que maintenant?

Jonathan Valois : Nous avons envoyé une lettre ouverte à tous les grands médias en juin dernier. Un journaliste, exaspéré de recevoir beaucoup de courrier, nous a même répondu qu'il n'y avait pas que les députés du Parti québécois qui écrivaient des lettres ouvertes. La réponse était donc que cette réflexion était sympathique mais pas plus… Nous étions donc déçu, mais nous étions également convaincu que nous avions quelque chose de solide. Lorsque les journaux doivent choisir entre publier une lettre de jeunes politiciens dont la feuille de route est plus mince ou celle de Gérald Larose, par exemple, ils vont conserver la lettre de la personne qui a une notoriété plus grande. Il faut l'admettre, c'est envers et contre tous que nous réussissons à publier une lettre ouverte.

Q. L. : Quelles ont été les réactions internes au Parti québécois devant la publication du rapport?

J. V. : J'ai reçu toute sorte de réactions. Autant Bernard Landry affirme vouloir aller au fond des choses sur cette question, autant quelqu'un m'a suggéré de relire des allocutions de Louis-Joseph Papineau sur la démocratie. Un commentaire allait également comme suit: *«Si tu n'es pas à l'aise au Parti québécois, va-t-en.»* Mais de façon globale, les retours positifs sont nettement plus nombreux.

Q. L. : Votre expérience personnelle vous laissait-elle présager qu'il y avait une déconnexion entre les jeunes et votre message politique?

J. V. : De par ma formation en sociologie, je me doutais bien qu'il y avait là un certain problème. Mais j'étais un sociologue de revue et je n'avais pas encore fait de terrain. Lorsque tu observes sur le terrain une réalité décrite dans les revues scientifiques, c'est très impressionnant. Le constat obtenu était si éclatant que nous devions le relater. Nous devions parler de la perception qu'ont les jeunes des politiciens et de notre option. Ce qui m'a vraiment bouleversé, c'est de réaliser à quel point nous ne sommes pas crédibles en tant que politicien chez une certaine frange de la population. J'ai aussi constaté que certaines côtes étaient impossibles à remonter. Lorsque je mentionnais un exemple où un député avait fait la différence sur une problématique, des jeunes criaient deux fois plus fort contre nous. Nous n'avons jamais réussi à convaincre certains jeunes. Si nous parvenions enfin à rétablir certains faits, les jeunes soutenaient alors que *«c'était parce que nous étions jeunes, que nous nous en étions pas encore mis plein les poches, et que cela allait venir…»*. Chez certains groupes de jeunes, notamment les étudiants en formation professionnelle, vous trouvez des gens qui essaient de refaire leur vie et qui ont été affectés par les baisses dans l'aide financière aux études et dans l'aide sociale. Pour eux, le politicien est directement responsable de leurs problèmes. Si vous essayez en tant que politicien de parler de souveraineté avec eux, ils vous regardent avec des gros yeux… Il est donc impérial de ne pas laisser le projet de souveraineté uniquement entre les mains d'un politicien. Surtout pas… Il faut absolument multiplier les porte-parole de notre projet. Je tiens toutefois à préciser que la jeunesse n'est pas homogène et que ce n'est pas tous les jeunes qui tiennent ce discours.

Q. L. : Les personnes rencontrées n'ont-elles pas pour autant des préoccupations sociales?

J. V. : Cette nouvelle génération a des idées sur tout. Ils veulent une plus grande répartition de la richesse, ils se prononcent contre la guerre en Irak et sont très sceptiques face à la mondialisation. Mais ils n'iront pas dans un groupe où il y a des idées prédéterminées. Ils ne veulent pas que leur opinion soit écrite dans un document auquel ils devront adhérer. Dans un parti politique, c'est exactement le contraire qui se passe. Le programme est déjà écrit et vous devez y adhérer.

Q. L. Est-ce nécessaire de procéder à un grand bouleversement des structures politiques partisanes afin de les rallier aux forces traditionnelles?

J. V. : Je pense que oui. Nous avons une propension à penser à la structure avant de penser à l'individu. Nous possédons des structures de groupe où l'individu n'a pas d'importance. Si tu souhaites impliquer un jeune dans une cause sociale, tu dois privilégier l'individu avant la structure. Le Parti québécois et les milieux syndicaux devraient comprendre qu'il y a une nouvelle forme de mobilisation sociale individualiste. Ils doivent inverser leurs structures pour intégrer l'individu, mais cela signifie nécessairement qu'ils vont perdre le contrôle… Le fait de s'asseoir et de reprocher aux jeunes leur individualisme et leur façon bizarre de s'impliquer, c'est oublier une réalité importante.

Q. L. : Votre rapport mentionne que les jeunes péquistes discutent de médias anti-PQ et d'élection référendaire alors que les jeunes non partisans sont sensibles à la mondialisation et à l'environnement. Y a-t-il un fossé entre ces groupes appartenant à la même génération?

J. V. : Je crois que vous posez bien le problème et que celui-ci est plus important que le fameux fossé entre les générations. Les jeunes péquistes sont nostalgiques des années 1960, une époque qu'ils n'ont pourtant pas connu. Leurs références culturelles et politiques sont René Lévesque, Maurice Richard, Les Beatles : aucune connection avec ce qu'ils ont vécu eux-mêmes. Au Parti québécois, nous allons obtenir une nouvelle génération de militants qui ont une idée du Québec qui ne leur appartient pas. Pendant ce temps, des altermondialistes nous parlent de développement durable et sont capables de relier leur discours avec ce qu'ils vivent au jour le jour. Ces jeunes ne font pas une lutte sociale du passé. Si nous voulons que notre option souverainiste reste actuelle, il est impératif de cesser de s'identifier aux crises sociales d'hier. Fernand Dumont l'a tellement bien résumé : *«Le vieillissement de la population va entraîner un repli sur nos acquis et une nostalgie, ce qui fera en sorte qu'une nouvelle génération devra monter très haut et très fort pour que l'espoir renaisse.»* C'est d'ailleurs là le défi des trois mousquetaires. Le PQ va devoir cesser de se présenter en campagne électorale comme étant le parti qui a fait bouger le Québec dans les années 1970.

Q. L. : Quel reproche pouvez-vous vous faire personnellement pour expliquer un décalage entre votre parti et les aspirations des jeunes citoyens?

J. V. : Pourquoi y a-t-il un décalage? Parce qu'il y a une génération qui n'a pas livré la marchandise! Si le discours est devenu déconnecté de la réalité, c'est parce qu'une génération complète, plutôt que d'offrir son propre discours, a choisi la facilité et a décidé de reprendre les pancartes de leurs parents. Notre génération est responsable du piétinement historique que nous vivons présentement, où nous sommes plus préoccupés par la gestion du présent que par la proposition d'un avenir emballant. Mais le défi devant nous est de taille : comment trouver un élément central pour une génération individualiste qui est avant tout une génération éclatée?

Le rapport complet de la tournée des trois mousquetaires peut être consulté à l'adresse www.pq.org

Pourquoi y a-t-il un décalage? Parce qu'il y a une génération qui n'a pas livré la marchandise! Si le discours est devenu déconnecté de la réalité, c'est parce qu'une génération complète, plutôt que d'offrir son propre discours, a choisi la facilité et a décidé de reprendre les pancartes de leurs parents.

UNE OFFRE DE CLASSE

Cercle d'appels étudiants Rogers à Rogers*

SAMSUNG X426

ABONNE-TOI DÈS AUJOURD'HUI POUR PROFITER DES APPELS LOCAUX

SANS FRAIS

ENTRE ABONNÉS ROGERS SANS-FIL

Offert aux étudiants des cégeps et universités avec une carte d'étudiant valable. Disponible avec tout nouvel abonnement de deux ou trois ans.

GAGNEZ GROS.

GAGNEZ UNE MINI.

Inscris-toi, tu pourrais gagner une des trois MINI COOPER CLASSIQUE, un ordinateur ou un des milliers d'autres prix.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les modalités de participation et sur le règlement du concours, consulte **rogers.com/MINIfr**
AUCUN ACHAT REQUIS. Concours en vigueur du 10 août au 31 octobre 2004.

Votre monde. Maintenant.

CONSULTEZ WWW.ROGERS.COM/ZONE-URBAINE, COMPOSEZ LE 1 800 462-4463 OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS SANS-FIL, ROGERS PLUS OU ROGERS VIDEO.

*L'offre Cercle d'appels est en vigueur jusqu'au 31 mars 2005. Requiert une carte d'étudiant valable issue d'un établissement d'enseignement postsecondaire canadien participant et un nouvel abonnement de deux ans ou de trois ans. Appels locaux sans frais pour toute la durée de l'abonnement. Les deux interlocuteurs doivent être abonnés à Rogers pour profiter des appels locaux sans frais. Offre disponible pour certains forfaits uniquement. Les abonnés actuels peuvent être admissibles – prière de demander les conditions de participation. L'appareil illustré peut ne pas être disponible dans tous les magasins. Les frais initiaux de mise en service s'appliquent. Les frais mensuels d'accès au système et au service d'urgence 911, la messagerie texte ainsi que la messagerie photo facturées à l'utilisation, les frais d'interurba in et de déplacement, les frais liés aux services additionnels en option et les taxes s'appliquent et seront facturés mensuellement. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Offre sujette à modification ou à annulation sans préavis. ©2004 MINI Canada. «MINI» et le logo de «MINI» sont des marques de commerce de BMW AG et sont utilisés sous licence par BMW Canada Inc. Certains modèles peuvent être représentés avec de l'équipement ou des options non disponibles au Canada. ©2004 Rogers Sans-fil inc. Tous droits réservés. MCRogers, Rogers Sans-fil, le ruban de Möbius et «VOTRE MONDE. MAINTENANT.» sont des marques de commerce de Rogers Communications inc. Utilisés sous licence.

MONTRÉAL
1104, rue Ste-Catherine O.
(514) 877-0090
3573, boul. St-Laurent
(514) 288-0600
2360, rue Notre-Dame O.
(514) 983-1666
Place-Ville-Marie
(514) 394-0000
8984, boul. de l'Acadie
(514) 387-9999
1201, avenue Greene
(514) 933-8000
5150, rue Jean-Talon O.
(514) 341-2221
5954, boul. Métropolitain E.
(514) 257-8826
6224A, rue St-Jacques O.
(514) 369-4000
Centre Rockland
(514) 735-4086
Place Alexis-Nihon
(514) 865-9949
Place Versailles
(514) 355-0003
Les Galeries d'Anjou
(514) 356-0356
997, rue St-Antoine O.
(514) 866-3326
505, boul. De Maisonneuve O.
(514) 845-8353
3339L, boul. des Sources
(514) 683-3333
2758, boul. St-Charles
(514) 428-9000
8457, boul. Newman
(514) 368-4000
Carrefour Angrignon
(514) 368-4230
Place Vertu
(514) 745-0745
2100, boul. Marcel-Laurin
(514) 856-1884
740, boul. de la Côte-Vertu
(514) 789-0101
Fairview Pointe-Claire
(514) 695-1554
Complexe Desjardins
(514) 842-0288
BOUCHERVILLE
Promenades Montarville
(450) 449-4998
BROSSARD
7005, boul. Taschereau, bur. 150
(450) 926-3111
Mail Champlain
(450) 671-3300
Place Portobello
(450) 671-4744
CANDIAC
87B-4, boul. Marie-Victorin
(450) 444-2100
CHÂTEAUGUAY
129, boul. St-Jean-Baptiste
(450) 692-2201
Centre Régional Châteauguay
(450) 692-5136
DRUMMONDVILLE
965, boul. St-Joseph
(819) 478-9977
Promenades Drummondville
(819) 475-5024
GATINEAU
360, boul. Maloney O., bur. 1
(819) 663-8580
Promenades de l'Outaouais
(819) 561-3031
GRANBY
575, boul. Boivin
(450) 777-6612
Galeries Granby
(450) 375-4355
GREENFIELD PARK
Mail Carnaval
(450) 672-7522
HULL
Les Galeries de Hull
(819) 775-3687
ÎLE PERROT
15, boul. Don-Quichotte
(514) 425-5505
JOLIETTE
517, rue St-Charles-Borromée N.
(450) 755-5000
Galeries Joliette
(450) 760-3000
LAVAL
2142, boul. des Laurentides
(450) 629-6060
379, boul. Curé-Labelle
(450) 622-0303
Centre Laval
(450) 978-1081
1888, boul. St-Martin O.
(450) 682-2640
241C, boul. Samson
(450) 969-1771
Carrefour Laval
(450) 687-5386
1273, boul. Curé-Labelle
(450) 680-1234
LONGUEUIL
1490, chemin de Chambly
(450) 442-1566
MAGOG
221, rue Principale O.
(819) 843-4455
REPENTIGNY
110, boul. Industriel
(450) 581-4666
Les Galeries Rive-Nord
(450) 581-7756
ROSEMÈRE
Place Rosemère
(450) 971-2000
SAINT-BRUNO
Promenades St-Bruno
(450) 653-7472
SAINT-EUSTACHE
360E, boul. Arthur-Sauvé
(450) 974-9299
SAINT-HYACINTHE
Les Galeries St-Hyacinthe
(450) 261-9991
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
Carrefour Richelieu
(450) 359-4941
SAINT-JÉRÔME
Carrefour du Nord
(450) 436-5895
60, rue Bélanger
(450) 431-2355
SHERBROOKE
2980, rue King O.
(819) 566-5555
Carrefour de l'Estrie
(819) 822-4650
SOREL
Promenades de Sorel
(450) 746-2079
TERREBONNE
1270, boul. Moody, bur. 10
(450) 964-1964
Les Galeries de Terrebonne
(450) 964-8403
TROIS-RIVIÈRES
5335, boul. des Forges
(819) 372-5000
5635, boul. Jean-XXIII
(819) 372-5005
Centre Les Rivières
(819) 694-6812
VALLEYFIELD
Centre Valleyfield
(450) 373-0519

SAUVONS MA RADIO...

Martin AUGER — Correspondant à Québec

Après avoir raconté l'Angleterre aux lecteurs du Quartier Libre, *l'auteur plonge au cœur de la capitale nationale. Vous retrouverez sous sa plume une exploration des dessous de Québec avec un regard inédit sur les enjeux oubliés des grands médias.*

À moins que vous viviez dans une grotte ou que vous considériez le National Inquirer comme une source d'information crédible, vous avez remarqué que certaines radios de la Vieille Capitale éprouvent quelques difficultés. Pendant qu'une est sous la menace d'une fermeture, que l'autre a peur de se faire dépouiller de sa salle des nouvelles, une troisième réengage un animateur en probation, question de ne pas rester à l'écart de ce pitoyable *«reality show»* qui prend actuellement forme dans la région.

Au milieu de tout ce branle-bas de combat, une autre radio joue également sorte son avenir : *CHIZ*, la radio de l'Université Laval. Un référendum se tiendra bientôt sur le campus afin de revoir le mode de financement de la radio étudiante, et, par le fait même, les cotisations versées à cette dernière. Alors que les étudiants de l'UQTR et de McGill versent 4$ par session pour leur radio, que ceux d'Ottawa déboursent 3,77$ et que ceux de l'UdeM sortent un petit ours polaire de leur poche par session pour financer *CISM*, ceux de Laval n'ont qu'à verser un minime 0,50$, soit le même montant qu'il y a onze ans. Par voie de référendum, l'exécutif de la radio demande donc de faire passer la cotisation à 2$.

Avec la puissance actuelle, ce sont environ 10 000 étudiants de l'université qui ne captent pas la station dans la région.

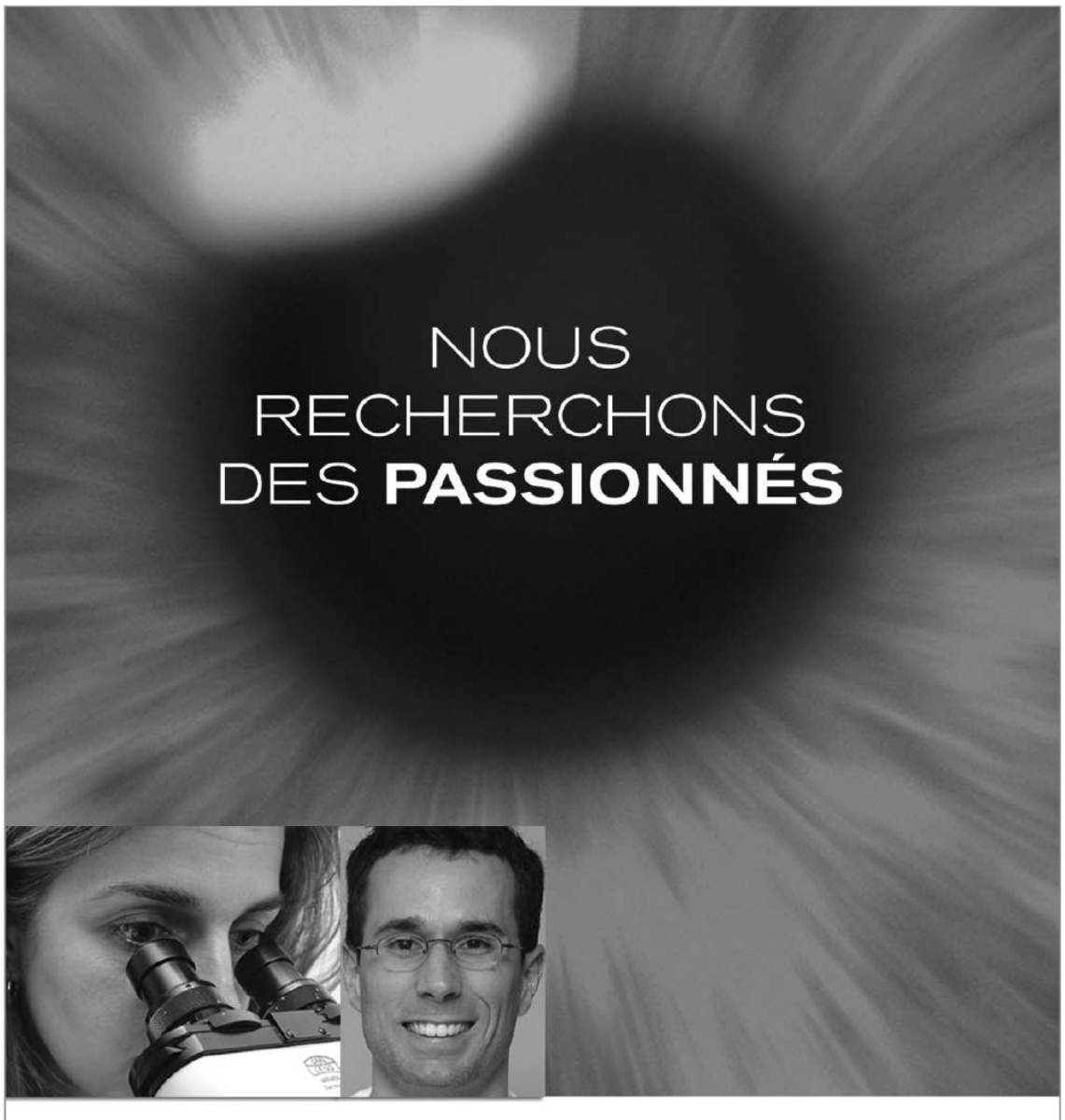
Recevoir l'augmentation désirée est plus qu'essentiel pour la station. Grâce à cet apport supplémentaire, un prêt pourra être consolidé en vue de se procurer une nouvelle antenne, faisant ainsi passer la puissance de 600 W à 6000 W. En guise de comparaison, celle de McGill possède 5000 W et celle de l'UdeM 10 000 W. Avec la puissance actuelle, ce sont environ 10 000 étudiants de l'Université qui ne captent pas la station dans la région. Certains appareils radio peinent à capter la station dans des endroits aussi rapprochés que Beauport, St-Augustin et Lévis. La station ayant la fréquence du 94,3, il suffit de conduire quelques kilomètres sur la 40 ouest pour que la retransmission d'un match de football du Rouge et Or se transforme en week-end Énergie. Est-il vraiment nécessaire pour l'épanouissement musical des gens de Québec de pouvoir capter Ricky Dee dès qu'ils sortent de la ville?

De par son contenu, elle vise à créer un contrepoids à la grande concentration des médias radiophoniques de la région.

La nouvelle antenne, si elle est construite, permettra donc de rejoindre un nombre considérable de nouveaux auditeurs. De plus, elle deviendrait la plus grande station alternative de la région de Québec. Se spécialisant dans le rock, le hip hop et la musique électronique, elle vise un créneau qui est largement sous-exploité dans la capitale. De par son contenu, elle vise à créer un contrepoids à la grande concentration des médias radiophoniques de la région. Il ne faudrait quand même pas oublier que, pour le moment, Cogeco et Astral contrôlent à eux le *FM 93, RYTHME FM, CFOM, CHRC*, les stations *Énergie* et *Rock Détente*. Augmenter le rayonnement s'avère donc une occasion en or de promouvoir la diversité culturelle dans un contexte où tout le contenu des ondes est uniformisé au point tel que le haut-le-cœur est trop souvent inévitable.

Bref, pendant que bien des radios sont occupées à se servir des ondes pour mener à bien leurs règlements de comptes personnels, il semble que, si les cotisations sont augmentées, CHIZ soit en voie de devenir le refuge de milliers de personnes qui, comme moi, sont dégoûtées par la simplicité d'esprit et l'homogénéité de la radio locale. Et dans le fond, n'est-il pas rafraîchissant d'écouter une radio indépendante qui préfère laisser la place au sport, la culture et la musique alternative plutôt que de s'acharner à laisser ses auditeurs dire en direct qu'ils écoutent (insérer la station de votre choix ici) en faisant leur ménage hebdomadaire tout en saluant leurs amis de la Rive-Sud!

525-3781
INFO@ZIRVAL.COM
ZIRVAL
Design & Imprimerie
10 ans déjà



Les sciences biomédicales vous captivent ? Nous aussi.

L'IRCM offre à des étudiants talentueux l'occasion de poursuivre leurs études à la maîtrise, au doctorat ou de compléter un stage postdoctoral dans un environnement stimulant et performant.

Nos chercheurs se distinguent dans plusieurs disciplines telles que la médecine moléculaire et la génomique.

Les possibilités de financement sont excellentes. Nous offrons plusieurs bourses internes ainsi que d'autres provenant d'une subvention de formation des Instituts de recherche en Santé du Canada dans le domaine du cancer.

L'IRCM, un des meilleurs établissements au pays, connaît une croissance importante qui lui permettra de doubler son activité de recherche au cours des prochaines années. Participez à cet essor et renseignez-vous aujourd'hui au sujet de la formation offerte à l'IRCM.

www.ircm.qc.ca
admission@ircm.qc.ca
(514) 987-5527

IRCM
Institut de recherches cliniques de Montréal

double pizza®
514•343•0•343
10% SUR $ 50 ET PLUS
TOUJOURS 2 POUR 1
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
LIVRAISON GRATUITE
5002 QUEEN MARY

Poursuite juridique pour Adbusters

LES DROITS DE LA PUB

Le groupe d'activistes Adbusters se lance dans une vaste campagne juridique contre quatre grands réseaux télévisuels canadiens. L'objectif de cette action : transformer radicalement le paysage médiatique canadien.

Normand LANDRY

Le 15 septembre dernier, la fondation Adbusters, connue dans une soixantaine de pays pour son magazine bimensuel satirique et subversif, a lancé une action en justice contre la Société Radio-Canada, CanWest Global, CBC et CHUM (stations locales au Canada anglais). Lassée des refus répétés de ces diffuseurs de lui accorder du temps publicitaire, l'organisation à but non lucratif a décidé de traîner l'affaire devant les tribunaux. Pour Kalle Lasn, rédacteur en chef de la revue et fondateur d'Adbusters, il s'agit du *«dossier des dossiers»*, de celui qui prévaut sur l'ensemble des autres. *«Une victoire changera tout»,* annonce l'organisation.

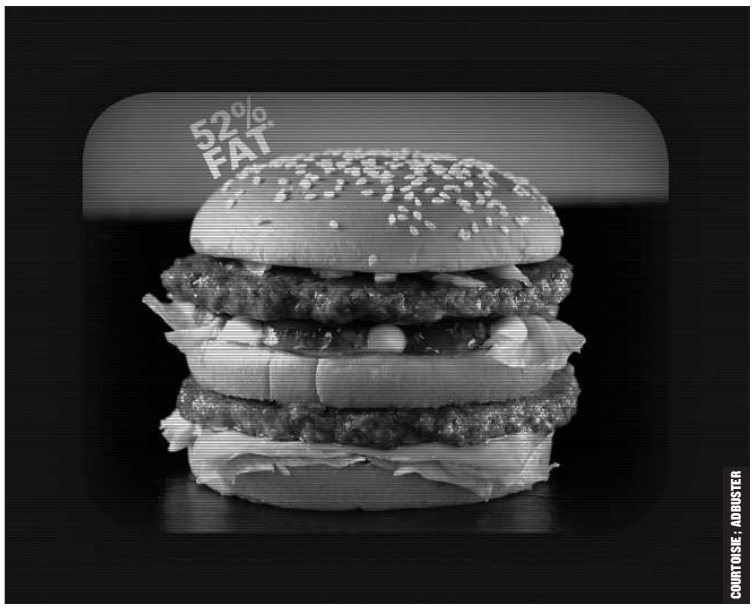
Les enjeux sont considérables. Un jugement favorable à Adbusters créerait un précédent et ferait perdre aux grands diffuseurs leur droit de sélectionner leurs annonceurs; n'importe quel groupe, qu'il soit social, environnemental, féministe, anarchiste ou autre, pourrait diffuser ses messages aux heures de grandes écoutes – s'il en a les moyens et s'il respecte la législation en vigueur. *«Nous serons capables de concurrencer les autres annonceurs face à face, idée à idée, message à message, mot pour mot, dans la bataille pour les cœurs et les esprits. Ce sera un paysage médiatique différent, un paysage dans lequel nous, le peuple, pouvons échanger nos idées et débattre des enjeux qui ont des impacts sur nos vies»*, annonce le site Web de l'organisation.

DES PUBS RADICALES

Les publicités qu'Adbusters souhaite faire passer, qu'elle appelle des *«spots de marketing social»*, présentent notamment l'Amérique en cochon obèse, un homme comme le produit de sa télé, un autre obsédé par son pénis et une femme se faisant vomir pour répondre aux critères de beauté en vigueur. Ils cherchent à déconstruire les messages qui nous sont adressés par les médias et à exposer leurs impacts sur notre qualité de vie.

La campagne d'Adbusters contre les grands diffuseurs canadiens se fera parallèlement sur deux fronts, juridique et populaire. *«Le front médiatique en est un difficile»*, admet Kalle Lasn. *«Il n'y a aucun précédent clair. Les télédiffuseurs font ce qu'ils veulent depuis longtemps»*. Le front populaire semble plus propice, de l'avis du rédacteur en chef d'Adbusters : *«les Canadiens sont très cyniques par rapport aux médias. Nous nous attendons à beaucoup de support. Les Canadiens ne comprendront pas la position des diffuseurs»,* prévoit-il.

Les audiences devraient débuter dans six mois. Lorsqu'on lui demande quel espoir a, devant une cour, une organisation sans but lucratif contre des géants des télécommunications, il répond qu'Adbusters a les ressources lui permettant de leur tenir tête. *«Nous sommes une organisation non gouvernementale doté d'un budget annuel de trois millions de dollars. Nous avons un magazine qui remporte beaucoup de succès, nous employons plus de vingt personnes et avons déjà dépensé plus de $ 70 000 dans le dossier jusqu'à présent.»*



COURTOISIE : ADBUSTER

ADBUSTERS EST SANS PITIÉ POUR LES CHAÎNES DE FAST-FOOD

> «Nous serons capables de concurrencer les autres annonceurs face à face, idée à idée, message à message, mot pour mot, dans la bataille pour les cœurs et les esprits.»
>
> Kalle Lasn, fondateur de Adbusters

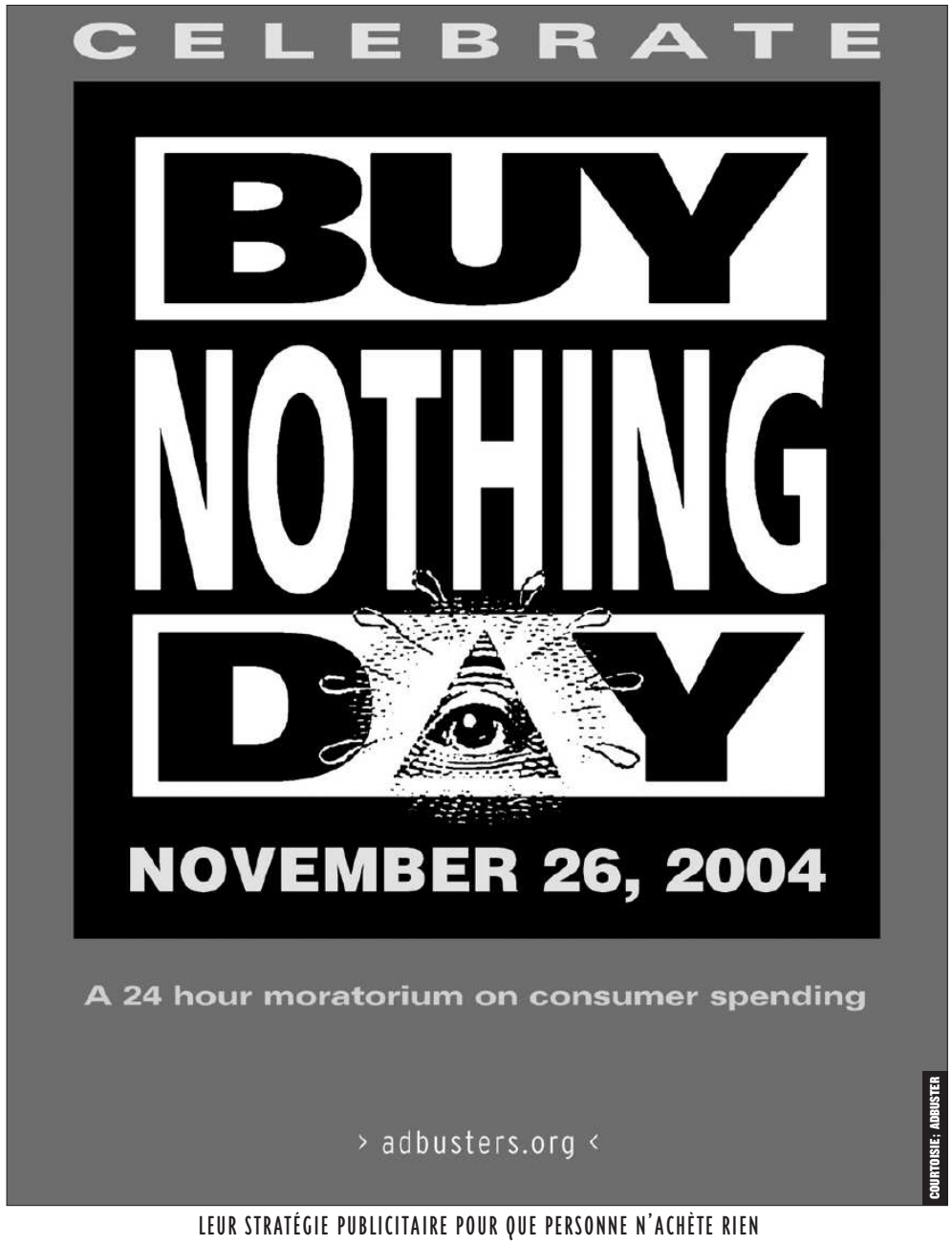
SE RÉAPPROPRIER LES MÉDIAS

Le début du conflit juridique fait suite au lancement de la *Media Carta*, une campagne décrite comme *«la bataille des droits humains de notre ère de société de l'information»*. La *Media Carta* invite les citoyens à briser notre modèle médiatique pour se le réapproprier. Pour ces militants, il est clair que *«nous avons besoin d'une révolution totale dans la façon dont nous nous lions aux médias»*. La poursuite judiciaire intentée contre les quatre diffuseurs correspond à la première des quatre étapes prévues par l'organisation dans le cadre de cette campagne devant conduire à l'établissement d'un nouveau droit humain, qu'elle appelle le droit de communiquer. *«Le droit de communiquer*, explique Kalle Lasn, *est un pas en avant de la liberté d'expression. Lorsqu'on en vient aux moyens les plus puissants de communications, la liberté d'expression ne veut rien dire»*, déplore-t-il.

Le combat d'Adbusters pour se faire entendre remonte à sa fondation même en 1989, alors que celle-ci tentait d'acheter du temps d'antenne pour contrer les messages d'une compagnie forestière qui assuraient à la population de la Colombie-Britannique que sa forêt se portait bien. La forestière s'était alors lancée dans une campagne médiatique rassurante. *«Les mêmes diffuseurs qui passaient la publicité des forestières nous disaient non»*, se rappelle Kalle Lasn. *«Ç'a été un de ces moments où j'ai réalisé qu'il n'y avait pas de démocratie des ondes»*.

Le mouvement a toujours autant de difficulté à se faire entendre; au dire de son fondateur, *«aucune des télévisions impliquées [dans la poursuite judiciaire] n'a couvert le dossier»* lors du lancement des procédures judiciaires.

> Pour Adbusters, il est clair que «nous avons besoin d'une révolution totale dans la façon dont nous nous lions aux médias».



COURTOISIE : ADBUSTER

LEUR STRATÉGIE PUBLICITAIRE POUR QUE PERSONNE N'ACHÈTE RIEN

BRÈVES

LE RETOUR DE L'ACTIVISTE

Bien que tous les activistes prétendent être arrêtés de façon arbitraire pour des raisons ridicules, un militant de longue date de Santa Cruz au Nouveau-Mexique a su faire valoir son point de vue. Robert Norse a toujours soutenu avoir été arrêté sans raison devant un restaurant de sushi par un policier qui s'acharnait sur son cas.

L'activiste fut arrêté en 2002 pour avoir bloqué le trottoir. Le sergent Loran Baker a filmé le suspect pendant sept jours avant de procéder à l'arrestation. Au lieu d'émettre une contravention comme la situation le prévoit, Baker a emmené Norse au poste de police, menottes aux poignets. Il s'agissait de la troisième fois que le sergent Baker arrêtait Norse sans porter d'accusation ou sans ouvrir de dossier, et ce, sur une période de sept mois.

Convaincu de l'invraisemblance de cette situation, Robert Norse, accompagné de groupes de défense des droits civiques, a poursuivi la ville de Santa Cruz et le sergent Baker. Son arrestation violait le premier amendement américain qui garantit la liberté de parole et d'assemblée. La ville a finalement reconnu ses torts en offrant un règlement hors-cours de 5000$ à l'activiste local.

EMPÊCHER LES PATRONS DE RENTRER TRAVAILLER

L'Argentine a vécu un lock-out à l'envers. Au lieu d'avoir mis les employés au repos forcé, ce sont plutôt les propriétaires d'entreprises qui ont déserté leurs compagnies. Lors de la crise économique qui a bouleversé le pays en décembre 2001, de nombreux propriétaires d'entreprises au bord de la faillite ont tout simplement quitté les lieux. Dans plusieurs cas, ce sont des groupes d'employés qui ont pris la relève et maintenu les opérations.

Le gouvernement argentin leur a d'ailleurs accordé un permis de deux ans les autorisant à utiliser les bureaux des entreprises. Maintenant que les permis arrivent à échéance, les travailleurs refusent de remettre les clés des usines et exigent des autorités qu'elles légalisent la prise de pouvoir par les travailleurs de leurs lieux de travail.

Le 14 septembre dernier, une délégation de travailleurs a manifesté dans les rues de Buenos Aires pour faire valoir leur point. Près de 200 entreprises argentines ont été l'objet depuis 2001 de reprise par les travailleurs.

UNE MANIF AUX CONSÉQUENCES ÉNORMES

Dans la ville de Farannah, située à près de 500 Km de Conakry, se trouve la troisième université en importance au pays. À l'heure actuelle, l'Université est tout simplement fermée et de nombreux étudiants sont sous les verrous.

Le samedi 18 septembre, une manifestation de l'opposition étudiante guinéenne a été réprimée dans le sang, faisant à plusieurs blessés graves et conduisant à d'importantes arrestations.

Il est à noter que la Guinée est l'un des pays où les manifestations sont interdites. Dès l'aurore suivant la manifestation, le gouvernement a décidé de fermer l'université.

LE Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

RECHERCHE DES COLLABORATEURS

Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal, quelles que soient les études que vous poursuivez, vous pouvez collaborer au Quartier Libre!
Aucune expérience préalable n'est nécessaire!
Rejoignez l'équipe de rédaction le 29 septembre 2004 à 17h00 et participez à la réunion de production du journal.

CRIQUETS PÈLERINS

LA CATASTROPHE QU'ON AURAIT PU ÉVITER

Fernand NOUWLIGBÈTO, Christian G. ROKO

(Syfia Bénin) Désormais inéluctable, la lutte chimique est à nouveau engagée contre les criquets pèlerins en Afrique de l'Ouest. Pourtant, après l'invasion de 1986, un biopesticide avait été mis au point pour prévenir ce fléau. Au Bénin, des voix s'élèvent pour dénoncer l'imprévoyance des États africains.

«Quand les criquets s'amènent, tout le monde dit "On ne s'y attendait pas!" Quand ils repartent, on dit "Ouf!", et on les oublie jusqu'à leur prochaine invasion!». Le Hollandais Christiaan Kooyman, coordonnateur du Programme régional de lutte intégrée contre les sauteriaux au Sahel, est très déçu. Dans son bureau à l'IITA (Institut international d'agriculture tropicale), situé à la sortie ouest de Cotonou, la métropole béninoise, il déplore l'imprévoyance des États africains qui auraient pu, selon lui, éviter l'invasion acridienne et ses nombreuses conséquences. Il aurait suffi, pour cela, qu'ils utilisent le Green Muscle, un biopesticide préventif, obtenu par la culture du champignon Metarhizum anisopliae dont les spores tuent les juvéniles au sol.

Dans un article publié au début du mois de septembre par le quotidien cotonois *La Nouvelle Tribune*, Kogblévi Aziadomè, agro-pédologue et ancien ministre béninois de l'Environnement et de l'Urbanisme, s'est lui aussi montré amer à l'égard des dirigeants africains qui ne savent qu'en appeler aux bailleurs de fonds : *«Apportez-nous ceci, apportez-nous cela. Surtout n'oubliez pas ceci, n'occultez pas cela. Nous allons mourir, nous sommes morts»*.

Le Green Muscle se présente sous forme d'une poudre verte, les spores du champignon, à diluer dans de l'huile avant pulvérisation dans les champs. Les spores pénètrent dans le corps du criquet par simple contact et y développent des filaments qui l'envahissent peu à peu jusqu'à ce que mort s'ensuive au bout d'une à trois semaines. Contrairement aux pesticides chimiques, ce produit, relativement simple à fabriquer en grosses quantités, a l'immense avantage d'être inoffensif pour l'environnement, l'homme et le bétail.

LUTTE BIOLOGIQUE

Ce biopesticide a été mis au point dans le cadre du projet LUBILOSA (LUtte BIologique contre les LOcustes et les SAuteriaux) qui regroupe à partir de 1989 plusieurs organisations internationales : CAB International, la GTZ (coopération allemande), l'unité béninoise de l'IITA et AGRHYMET/DFPV au Niger. Les importants dégâts liés à l'usage de pesticides chimiques, coûteux, lors de l'invasion acridienne de 1986 avaient incité différents organismes de recherche à explorer la voie de la lutte biologique. La découverte en 1989 du Metarhizum anisopliae au Niger sur des criquets pèlerins morts a conduit un an plus tard à la fabrication du pesticide, cela grâce à un financement de 17 millions de dollars, octroyés entre autres par le Canada, les Pays-Bas et la Suisse.

Dans l'unité de production de l'IITA, à Cotonou, des agents équipés de grosses chaussettes en plastique s'activent pour produire quelque 400 kilos de Green Muscle par an. L'IITA continue de l'utiliser dans ses propres champs et de le tester avec succès dans d'autres pays. *«Rien qu'avec nos 400 kilos, on peut traiter 16 000 hectares de terre et empêcher ainsi les acridiens de venir ravager les cultures»*, affirme l'assistant béninois de recherche Comlan Gbongboui, en désignant une boîte contenant un criquet pèlerin tout desséché.

Illustration : CALCUL-MENTAL!

PAS D'INVESTISSEURS

Mais pour traiter les millions d'hectares actuellement en proie à la voracité de ces bestioles en Afrique de l'Ouest et du Nord, il aurait fallu en produire plusieurs tonnes par an avant qu'il ne soit trop tard et trouver des investisseurs. Or, rappelle l'IITA, aucune entreprise ne produit le Green Muscle, à part Biological control product, une société sud-africaine qui le commercialise depuis 1998 pour les marchés d'Afrique australe et orientale et le Moyen-Orient. *«Avec 150 millions de Fcfa on peut monter une usine qui produira plusieurs tonnes du Green Muscle par an, calcule Christiaan Kooyman. Cette somme est bien dérisoire à côté des dégâts immenses causés par les acridiens et des millions de dollars qu'on dépense présentement pour l'achat de pesticides chimiques»*. Sur un ton désabusé, Comlan Gbongboui renchérit : *«En réalité, les entreprises préfèrent produire les insecticides chimiques qui sont plus demandés et plus rentables»*.

Green Muscle s'est heurté à un autre obstacle : l'absence d'une réglementation spécifique pour l'agrément des biopesticides dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Ainsi, à la Direction béninoise de l'Agriculture, on confirme sans plus d'explications que *«l'homologation du produit n'est pas encore faite»*. Et pourtant, se désole Kooyman, *«il aurait suffi que ces pays s'inspirent des textes de réglementation des États européens ou de Madagascar. L'IITA a organisé à cet effet plusieurs séminaires, mais cela n'a servi à rien»*.

Accès limité à la citoyenneté en Nouvelle-Zélande

MOINS DE BÉBÉS, PLUS DE SÉCURITÉ

La Nouvelle-Zélande, cette île du bout du monde qui compte environ quatre millions d'habitants, désire se mettre au diapason de plusieurs pays en ce qui a trait à ses critères d'accès à la citoyenneté. Pour ce faire, le gouvernement désire annuler l'accès automatique à la citoyenneté néo-zélandaise pour les bébés naissant sur son territoire. Paranoïa anti-terroriste ou véritable besoin de contrôle?

Annabelle SEERY

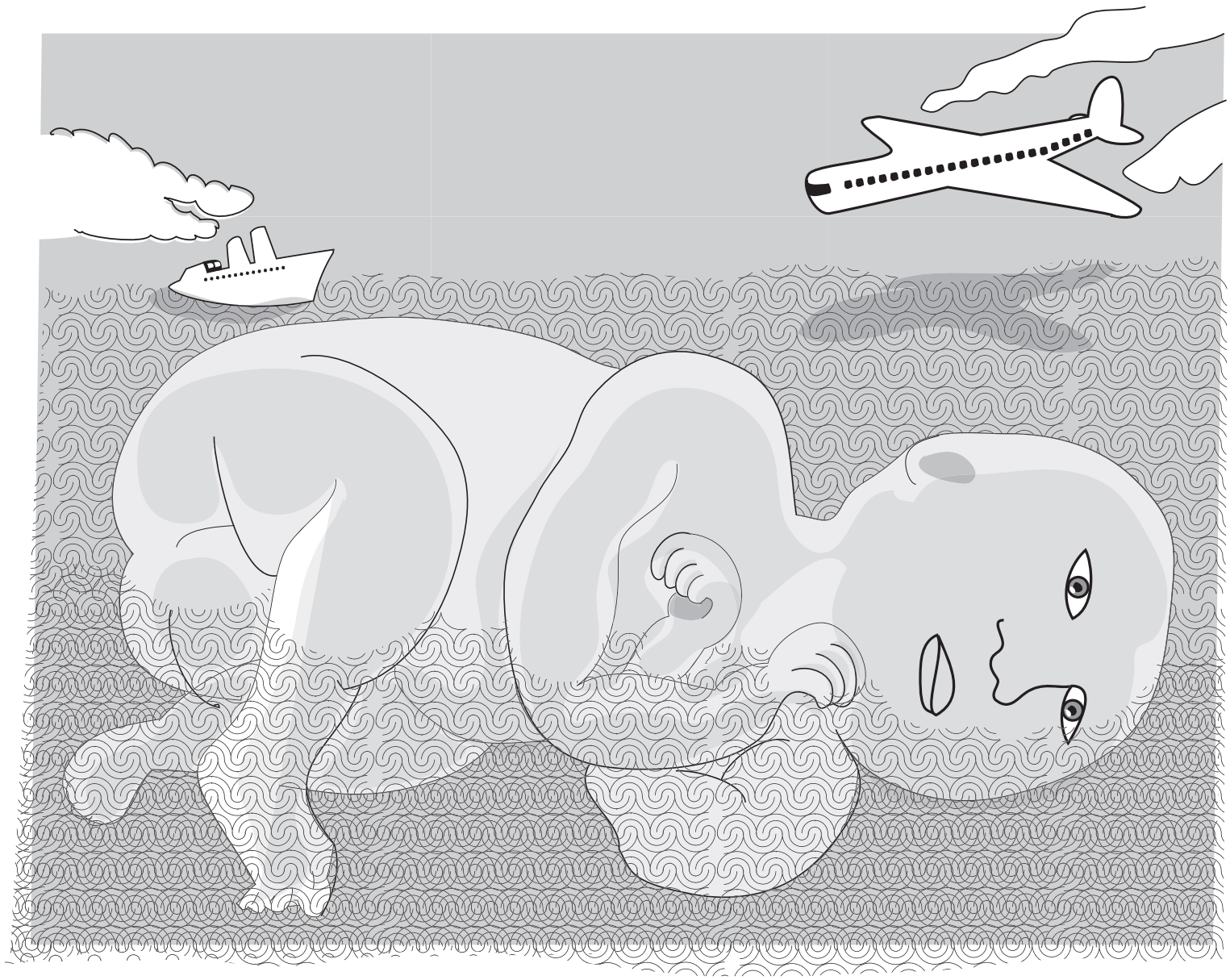


Illustration : CALCUL-MENTAL!

Avec un projet de loi présentement à l'étude par un comité parlementaire, le gouvernement néo-zélandais désire amender la loi sur l'identité [*Identity (Citizenship and travel documents Bill)*]. Cette loi propose, entre autres, que la durée de validité du passeport passe de dix à cinq ans et que le temps de résidence avant de pouvoir obtenir la citoyenneté augmente de trois à cinq ans.

Mais un élément particulier de ce projet de loi crée la controverse: les enfants nés sur l'île n'auront pas automatiquement la citoyenneté néo-zélandaise. Au moins un de leurs parents devra avoir la citoyenneté pour qu'ils puissent l'obtenir aussi.

George Hawkins, ministre des Affaires intérieures, défend la proposition en dénonçant le trop grand nombre de femmes étrangères (environ 600 chaque année, venant de l'Asie et des îles du Pacifique) qui viennent donner naissance dans l'île et qui restent malgré un visa temporaire.

En entrevue à Radio New Zealand, M. Hawkins indique que les enfants nés de mères en séjour temporaire «*peuvent aussi revenir pour des traitements médicaux et qu'ils n'ont pas besoin d'assurance-santé.*» Il soutient qu'ils deviennent un fardeau pour les contribuables néo-zélandais.

Afin de convaincre du bien-fondé de la proposition, le ministre des Affaires intérieures cite aussi en exemple l'Irlande qui a voté oui en juin dernier à un référendum prévoyant l'annulation de l'accès au statut de citoyen dès la naissance. L'île d'émeraude a ainsi rejoint les autres pays européens quant à sa politique citoyenne.

Alors que M. Hawkins affirme que l'amendement demandé améliorerait l'intégrité du processus d'application à la citoyenneté en plus de sécuriser les frontières, Chris Carter, ministre des Affaires ethniques, est beaucoup plus clair. Sur les ondes d'ABC Radio Australia, M. Carter a indiqué que «*dans un monde de terrorisme international où les pays sont beaucoup plus sensibles au nouveaux arrivants, les Australiens apprécient que nous voulions avoir la même réglementation en matière de citoyenneté.*»

ATTITUDE ANTI-IMMIGRATION

C'est exactement là où l'opposition se braque. Matt Robson, député du Parti progressiste, croit qu'il n'y a pas réellement plus de femmes qui viennent accoucher en Nouvelle-Zélande. La lutte au terrorisme est l'objectif principal et la supposition qu'il y ait des femmes qui viennent accoucher sur l'île n'est qu'un prétexte pour fermer un peu plus les frontières.

Pour Keith Locke, député du Parti vert et porte-parole sur les questions de droits humains, l'amendement proposé par le gouvernement est en plus injuste envers les enfants: «*la loi actuelle est en place pour une bonne raison : pour que les enfants aient au moins une citoyenneté assurée*», déclare-t-il dans une allocution le 31 août dernier. Selon lui, il est tout à fait naturel d'accueillir de nouveaux arrivants et les Néo-Zélandais devraient être fiers que leur pays ait si bonne réputation.

LES LOIS INTERNATIONALES

«*Il n'existe pas de statut de réfugiés socio-économiques dans la Convention de Genève,* explique Marie McAndrew, titulaire de la chaire en études ethniques de l'Université de Montréal. *Il est donc impossible de baser les lois sur le fait qu'un étranger vient au Canada parce qu'il était pauvre dans son pays, par exemple. La catégorie de réfugiés se limite aux gens torturés ou ayant vécu une catastrophe humanitaire.*» Elle croit que nous ne pouvons pas vraiment nous offusquer que des gens qui n'ont pas de statuts légaux soient donc déportés.

> «Lorsque l'immigration est planifiée avec un système élaboré et des critères de sélection précis, la question de la citoyenneté à la naissance ne se pose pas.»
>
> Marie McAndrew, titulaire de la chaire en études ethniques de l'Université de Montréal

Sans se prononcer sur les véritables intentions du gouvernement néo-zélandais, Mme McAndrew clarifie les raisons qui peuvent expliquer la nécessité d'un accès plus strict à la citoyenneté: «*lorsque l'immigration est planifiée avec un système élaborée et des critères de sélection précis, la question de la citoyenneté à la naissance ne se pose pas. Par exemple, au Canada, comme l'immigration est un objectif d'établissement permanent, le processus sélectif est long avant l'entrée. La citoyenneté est donc plus facile à obtenir à la fin des trois ans de résidence.*»

Le Canada n'a pas la même vision de l'immigration que les pays qui comptent davantage sur une immigration temporaire, comme les pays européens. Et la Nouvelle-Zélande, semble-t-il.

Car malgré son statut insulaire, la voisine de l'Australie semble toujours avoir laissé les étrangers du Pacifique venir sur son territoire. À l'heure où l'on ne parle que de lutte contre le terrorisme partout dans le monde, que l'on veuille changer cette situation ne surprend pas trop. Reste à savoir si l'opposition saura rallier assez de gens à ses arguments, ou si le parti au pouvoir réussira à atteindre son but : moins de bébés citoyens pour une plus grande sécurité.

525-3781
INFO@ZIRVAL.COM
ZIRVAL
Design & Imprimerie

ANNONCE SPÉCIALE

Attention: Étudiants étrangers

FAITES APPLICATION POUR DEVENIR RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN DÈS AUJOURD'HUI!

Êtes-vous ici avec un permis de séjour pour étudiant?
Voulez-vous transformer votre status à celui de Résident Permanent canadien?
Quelle que soit votre situation, nos professionels en immigration peuvent vous aider!

Appelez aujourd'hui pour une consultation GRATUITE et CONFIDENTIELLE.

514-499-8082

Résidence permanente - Parrainage (incluant les couples de même sexe) - Investisseurs - Citoyenneté - Permis de travail - Permis de séjour étudiants / visiteurs - Aides familiaux résidents - Réfugiés

CONSEIL D'IMMIGRATION CANADIEN
400, rue Saint-Jacques Ouest, Bureau 300, Montréal (Québec) H2Y 1S1
www.immigrationcouncil.com

LE Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

RECHERCHE DES COLLABORATEURS

Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal, quelles que soient les études que vous poursuivez, vous pouvez collaborer au Quartier Libre!
Aucune expérience préalable n'est nécessaire!
Rejoignez l'équipe de rédaction le 29 septembre 2004 à 17h00 et participez à la réunion de production du journal.

PAVILLON 3200 Jean Brillant en pièce B 1274-6

À LOUER

Les résidences étudiantes universitaires étrangers vous offre un hébergement où tout est inclus (meubles, téléphone, vaisselle et drap…etc) .

- **Chambres à occupation double (2 personnes) = 650 $ /mois tout inclus**
- **Studio (une personne) 500 $ / mois**
- **Chambre individuelle dans appartement 500 $ /mois**

Informations de 8h00 à 18h00

514-605-9822

Tchin-Tchin !!!

Chez Alberto
Bistro de Quartier

3380 Jean-Talon Est à deux pas du Métro St-Michel
Tél. : 514 722-3771

Grillades sur charbon de bois à la portugaise, **bière en fût** : Blanche de Chambly, Sleeman, Heineken, et Molson Ex, **bières importées et locales**, cappuccinos, sangria, cocktails, playlists de musique, karaoké, terrasses extérieures, etc.

ÉCOLE DES MAÎTRES

Cours de formations barman(aid) et serveur
Rabais étudiant
Programme de placement
(514) 849-2828
www.ecoledesmaitres.com

double pizza®
514• 343•0•343
TOUJOURS 2 POUR 1
LIVRAISON GRATUITE
10% SUR $ 50 ET PLUS
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
5002 QUEEN MARY

BON RETOUR! MAINTENANT, PLANIFIEZ VOTRE ÉVASION...

On vous conduit où vous voulez...pour moins cher!

Depuis plus de 30 ans, Voyages Campus amène les étudiants vers leur institutions d'enseignement, les ramène chez eux et leur permet de voir le monde.

- Tarifs bas pour le Canada et le reste du monde, y compris la Classe étudiante™, les soldes, les vols nolisés, CanJet, WestJet, Jetsgo et plus.
- Rabais étudiants sur les tarifs Greyhound et Via Rail
- Circuits à travers le monde et options de voyage indépendant
- Forfaits de vacances et de semaines de relâche
- Programme de vacances-travail SWAP
- Cartes ISIC et Hostel, assurance-voyage et plus!

"Le meilleur prix au Canada : garanti"!

Nos tarifs battent TOUS ceux offerts sur Internet pour les voyages au Canada.*

* soumission écrite nécessaire.

100% CANADIEN

Économisez dès aujourd'hui grâce à votre carte ISIC!

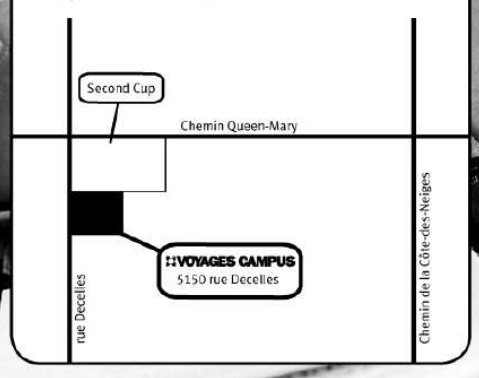
Chaque année, des centaines de milliers d'étudiants canadiens économisent des centaines de milliers de dollars en frais de voyage et dépenses connexes grâce à la carte ISIC. Ils profitent d'excellents rabais sur :

Vols intérieurs • Vols internationaux • VIA Rail • Autobus Greyhound • Forfaits de téléphone cellulaire

.... et auprès de milliers d'attractions et de magasins, ainsi que sur des services à travers le Canada et partout dans le monde.

Les cartes ISIC sont offertes dans toutes les succursales Voyages Campus.

Voyages Campus se trouve ici...



Procurez-vous votre Trousse de survie d'étudiant 2004-2005

Obtenez-la aujourd'hui chez Voyages Campus avant qu'il ne soit trop tard.

- GAGNEZ 2 billets aller-retour pour la Nouvelle-Zélande, offerts par Air New Zealand et Voyages Campus!
- Obtenez un téléphone cellulaire Sony Ericsson T237 pour 0 $, plus un lecteur MP3 GRATUIT!
- Inscrivez-vous au concours pour gagner 2 billets WestJet chaque fois que vous achetez des billets WestJet chez Voyages Campus!
- Économisez 20 $ chez Voyages Campus!
- Économisez jusqu'à 50 % sur votre prochain voyage avec VIA Rail!*

* Certaines conditions s'appliquent.

Voyages Campus est détenu et géré par la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants.

5150 ave. Decelles – 735-8794
univ_montreal@voyagescampus.com
www.voyagescampus.com

VOYAGES CAMPUS
S'évader pour vrai

COURS DE LANGUE
BASQUE

Venez apprendre la plus vieille langue d'Europe ! Découvrez le peuple basque moderne et sa culture millénaire !

Les vendredis de 19h à 21h sur le Plateau Mont-Royal

Pour informations :
euskaldunak_quebec@yahoo.ca
Nadine Lachaussée :
(450) 224-1484

Début : vendredi 1er octobre

GRATUIT

EUSKALDUNAK
Association des Basques du Québec

ATOMES CROCHUS

Plus qu'une variable scientifique, (n=1) c'est aussi une formation musicale. Mathieu, Alexis, Alexandre et Philippe ont accepté de lever un coin de voile sur leur vie de scientifiques doublés de mordus de musique. Découverte de quatre esprits ouverts, avenants et passionnés.

Linda FATIGBA

C'est dans le hall du principal pavillon de l'UdeM que le *Quartier Libre* a rencontré les quatre chums du groupe (n=1) dans une ambiance bon enfant. Quand on n'est pas scientifique, il est difficile de résister à l'envie de demander ce que signifie (n=1) au-delà de la lettre, du signe d'égalité, du chiffre et des parenthèses. *«C'est une expérience scientifique qui a été faite juste une fois. N, c'est un échantillon et, pour nous, c'est une façon de dire que c'est quelque chose qui est en cours, quelque chose qui n'est pas fini, c'est quelque chose qui est un petit peu en phase expérimentale.»* Cette explication de Mathieu éclaire sur la nature même du groupe. Avant d'être musiciens, Mathieu Arcand, Alexis Vallée-Bélisle, Alexandre Marcil, Philippe Coulombe sont tous étudiants en biochimie. Qui pensait qu'un scientifique ne s'y connaissait pas en musique? À ce propos, Alexis, chanteur et violoniste attitré du groupe, apporte la réponse sur la question de la variable (n=1). *«Pour nous, en tant que scientifiques, (n=1) c'est non seulement une démarche artistique par la musique, mais aussi une façon de faire de la recherche dans un autre langage.»* Ainsi le groupe dont la plupart des membres étudient à l'Université de Montréal a été le premier francophone à s'afficher comme étant entièrement composé de scientifiques.

ENTRE SCIENCES ET MUSIQUE

Initiateurs de leur cher rock scientifique, les quatre membres du groupe se sentent parfaitement bien sous leurs doubles casquettes de musiciens et d'hommes de science. Cette dualité est d'ailleurs perceptible à travers leurs chansons et colore par là même leur existence sur la scène musicale. En sa qualité de chef du band et bassiste, Mathieu Arcand ne manque pas de mots dans ce sens. *«Le rock scientifique, c'est une formule qui décrit très bien ce qu'on fait. Toute notre vie se tient entre cet équilibre-là avec ses paradoxes et ses contradictions.»* Parlant de rock scientifique, Alexis estime qu'il y a une attrape dans cette terminologie. *«Quand ils entendent rock scientifique, les gens pensent qu'il s'agit de la musique scientifique. De plus en plus notre nature scientifique va influencer notre façon d'écrire.»* Comment le quatuor vit-il alors le rock scientifique? Si, pour le guitariste Alexandre, qui ne nie pas son goût pour le rock scientifique, il n'existe pas de parallèles concrets entre science et musique, ce n'est pas du tout l'avis d'Alexis. *«Les gens pensent souvent que la science, c'est quelque chose de parfait ou de pur, mais pas du tout! La science, c'est quelque chose de très humain. La science est là partout, mais en même temps il faut qu'il y ait un humain qui prenne le temps de la présenter, de convaincre les gens, car c'est un processus long et laborieux. C'est la même chose pour une chanson.»* N'importe comment, la musique rythme la vie de ces artistes scientifiques pour qui être qui ils sont et faire de la musique n'a rien d'anormal. *«Souvent, on sous-estime beaucoup le côté ludique des laboratoires. Le gros de la science au Québec est fait par des étudiants, puis nous ne sommes pas des étudiants complètement atypiques. Je veux dire qu'on n'est pas une gang d'énervés parmi des zombies qui pensent juste à la science. On a plein d'autres amis qui font des projets tout aussi artistiques.»*

QUI EST QUI?

À observer la dynamique d'amitié entre ces scientifiques musiciens, pour ne pas dire ces musiciens scientifiques, on comprend pourquoi le mariage entre science et musique est parfaitement heureux. Le groupe (n=1) se veut avant tout un ensemble artistique de discipline. D'où leur goût pour l'organisation, selon Alexis. *«Sans blague, pour être organisé, on a une pratique par semaine. Quand on se pointe à cette pratique, on a une idée en tête. On a un show qui s'en vient. On a des pièces à pratiquer. Ce qu'on a découvert dans la dernière année, c'est qu'on a peut-être moins fait de musique parce qu'on a un album à promouvoir.» Radicaux Libres,* le premier album du groupe, comporte 12 titres et est le produit de plusieurs années de labeur, même si le groupe n'existe que depuis 2002. Cet opus produit par Hendrick Hassert a été le fruit d'une collaboration née après leur tout premier concert dont ils se souviennent comme si c'était hier. La date fatidique du 16 mai 2003 à *La Place à côté* reste vivace pour les quatre gagnants de la première édition de La Guerre musicale organisée par la FAÉCUM. Avec leurs *Radicaux Libres,* Alexis, Alexandre, Philippe et Mathieu se taillent également les meilleures positions dans le palmarès de la radio étudiante CISM de l'UdeM pendant quelque 24 semaines. *«Le titre phare, c'est* ECO R1. *C'est une enzyme qui coupe l'ADN et constitue un des outils de base en biologie moléculaire. C'est Philippe qui avait proposé qu'on en fasse une chanson.»* En affirmant cela, Mathieu précise que l'idée de (n=1), c'est d'explorer toute sorte de style tout en gardant son esprit de rock alternatif. *«Nous sommes tous scientifiques, mais nos influences musicales sont toutes différentes. On a la liberté d'explorer. Dans certaines pièces, on peut tomber dans le reggae, comme on peut tomber dans le funk dans d'autres. Parfois, on peut rester 100% rock, ou faire du grunge. Notre style ressort, soit par nos voix, soit par la façon d'arranger les chansons.»*

> «Au-delà de la musique et de la science,
> je trouve que c'est une belle aventure autour des relations humaines,
> c'est le fun, c'est une belle complicité.»
>
> Alexis Vallée-Belisle, (Voix, Violon, Guitare)

Malgré la personnalité de chacun des membres du groupe, ils arrivent tout de même à s'entendre, car ils sont soudés avant tout par une valeur commune : le sens de l'amitié et de la solidarité. Que pense Philippe alias «la merveille du Québec» de ses coéquipiers? *«Alexandre, c'est quelqu'un de très intelligent, très travailleur, très méthodique, très organisé. C'est quelqu'un qui s'auto-flagelle aussi. Mathieu, c'est l'expert en relations publiques.»* À entendre Mathieu sur Philippe le percussionniste, on peut conclure que ce n'est pas un hasard si le second fait du yoga. *«Philippe, c'est quelqu'un qui dans les pratiques va moins parler qu'un représentant. Il a contribué des fois juste par une phrase à refaire des pièces pour leur donner une nouvelle dimension.»* De son côté, Alexandre identifie chacun à un idéal particulier. *«Alexis, c'est l'intuition du groupe. Mathieu, c'est la rationalité du groupe. Philippe, c'est la rythmique du groupe.»*

Aussi, pour se voir lancer un «salut champion!» à la fin des répétitions, faut-il faire partie de (n=1) où l'affinité ne fait jamais défaut. Ce n'est pas Alexis qui dirait le contraire. *«Avec le groupe, j'ai vraiment découvert une autre façon de travailler et ça m'a réconcilié avec l'amitié, le travail, les relations humaines et professionnelles. Le band agit comme catalyseur. Au-delà de la musique et de la science, je trouve que c'est une belle aventure autour des relations humaines, c'est le fun, c'est une belle complicité.»*

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

Musiciens du métro et STM

MUSIQUE UNDERGROUND

Contrairement à plusieurs métropoles d'Amérique du Nord (dont Toronto et New York), Montréal résiste encore à l'idée de forcer ses musiciens du métro à se munir de permis pour se produire

André PÉLOQUIN

Actuellement, pour jouer dans une station de métro à Montréal, les artistes doivent seulement se joindre à l'Association des musiciens indépendants du métro (la MIME). À la suite de plaintes d'utilisateurs du réseau devant le comportement de certains instrumentistes, la Société de transport de Montréal (STM) a commencé à limiter les espaces pour ces concerts.

TERRAIN D'ENTENTE RECHERCHÉ

Le problème est tel qu'il est arrivé que certains chanteurs aillent jusqu'à refuser de travailler parce qu'ils considéraient que la STM n'offrait pas de conditions propices à leur art. Ainsi, une des solutions envisagées par une commission de travail formée d'employés de la STM et de représentants de la MIME serait d'appliquer un système d'auditions. Selon Serge Savard, conseiller en communications aux affaires publiques de la STM, cette résolution est à l'étude depuis des années, tellement la situation est complexe.

«Les auditions auraient pour effet de maintenir un certain seuil de qualité.Ce qui fatigue l'usager, c'est l'amateurisme de certains usagers.»

Selon lui, il est difficile de considérer la MIME comme une véritable association, car n'importe qui peut en faire partie. Ainsi, comme aucune entité ne régit les prestation musicale, une kyrielle de complications subsistent. En plus des plaintes occasionnées par le bruit, l'architecture même de certaines stations va forcer la commission de travail à aller jusqu'à revoir le genre d'instruments qui peuvent y être joués. M. Savard mentionne notamment que l'acoustique dans certains couloirs ferait en sorte que des personnes aveugles soit désorientées par l'écho d'instruments amplifiés ou encore l'utilisation de cuivres. Par ailleurs, le coût du permis serait aussi à discuter. La MIME soutient toutefois que les plus talentueux de ses musiciens ne seraient pas favorables à cette idée. En effet, comme plusieurs pratiquent aussi leur art dans la rue moyennant un permis d'environ 200$, l'idée de défrayer ces nouveaux coûts est loin de faire l'unanimité. Une autre solution mentionnée par M. Savard serait de trouver un commanditaire intéressé à financer le processus comme dans le réseau londonien où les musiciens profitent du mécénat de la bière Carling.

Le problème est tel qu'il est arrivé que certains chanteurs aillent jusqu'à refuser de travailler en considérant que la STM n'offrait pas de conditions propices à leur travail.

PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

Toujours selon M. Savard de la STM, la commission de travail qui se penche sur le sujet mettra un point d'honneur à garantir autant une certaine qualité de chanteurs aux utilisateurs du métro qu'à favoriser la variété de styles musicaux prisés par ceux-ci. Une réunion entre les deux parties a permis de discuter de telles possibilités envisagées, car plusieurs motivations poussent les artistes à se produire sous Montréal.

UN MOYEN DE SE FAIRE CONNAÎTRE?

Des formations pop latines comme *Kyrios,* par exemple, voient le métro comme un moyen de se faire connaître du public montréalais pendant qu'ils peaufinent leurs compositions avant de sortir un disque. Les membres de l'orchestre mené par le guitariste Gabriel Dotti se sont rencontrés l'année dernière grâce à leur diocèse avant de commencer à jouer les week-ends à la station Jean-Talon. De cette façon, le groupe espère percer bientôt les marchés anglophone et francophone en traduisant ses chansons.

La réalité est tout autre pour Jean-Marc, flûtiste rencontré à Berri-UQAM. Il a commencé à interpréter ses concertos souterrains en 2000. Il interprète autant des compositions que des reprises, mais constate que les ritournelles à la *Greensleeves* et *My Heart Will Go On* sont plus lucratives que ses propres airs. Même si Jean-Marc ne voit pas le métro comme un tremplin vers la gloire, il mentionne tout de même que des occasions de rencontres peuvent se présenter. *«C'est grâce à la flûte si j'ai pu me trouver un nouvel emploi; ça m'a permis de suivre un cours pour devenir briqueleur.»*

LES PREMIERS PROGRAMMES AILLEURS EN AMÉRIQUE DU NORD

En Ontario, les artistes du métro se produisent grâce au Subway Musicians' Program. Dès 1980, ce projet de la Toronto Transit Commission (TTC) offre aux musiciens de la ville la chance d'auditionner pour l'un des 74 permis annuels d'un coût de 150$. Ce qui leur permettait de se produire en concert dans un des 25 stations allouées à cet effet. Ces auditions d'une durée de sept minutes sont limitées aux 150 premiers inscrits et servent à évaluer les candidats selon trois principaux critères. Des professionnels de l'industrie évaluent ces aspirants musiciens quant à leur présence sur scène, à leur talent musical et au divertissement qu'ils vont procurer. La ville de New York, elle, n'emboîta le pas qu'en 1987 en échafaudant un programme semblable – le volet *Music Under New York* du *Arts For Transits* – Cela permettait à une centaine de chansonniers de se produire dans 25 des 468 stations du réseau new-yorkais.

Enseignez au

Japon!

en prenant part au JAPAN EXCHANGE AND TEACHING (JET) PROGRAMME !!

Le Gouvernement du Japon offre aux jeunes Canadiens l'opportunité de participer à un programme rémunéré d'échange culturel, et ce, à titre d'assistant-enseignant d'anglais. Vivez, travaillez et venez découvrir la richesse de la culture nippone.

Le programme offre salaire et avantages compétitifs ainsi que le voyage aller-retour au Japon **. Prochain départ prévu pour juillet 2005. Recrutement dès septembre 2004.**

Le Consulat Général du Japon, en collaboration avec Le CETASE, est heureux d'annoncer la tenue d'une séance d'information:
Vendredi 29 octobre de 13h à 15h:
CETASE 3744 rue Jean-Brillant salle 420-14

Détails et formulaires de demande disponibles dans les centres de placement de votre université ou au:
www.montreal.ca.emb-japan.go.jp
(cliquez « programmes d'échange »)
Date limite pour postuler: 19 novembre 2004 (sceau de la poste)

LE Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

RECHERCHE DES COLLABORATEURS

Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal, quelles que soient les études que vous poursuivez, vous pouvez collaborer au Quartier Libre!
Aucune expérience préalable n'est nécessaire!
Rejoignez l'équipe de rédaction le 29 septembre 2004 à 17h00 et participez à la réunion de production du journal.

SUR LES RÉALISATIONS DE MAGNUS ISACSSON

EN QUÊTE DU SOCIAL

Réaliser des documentaires est une chose. Réaliser des documentaires qui soulèvent des questions socio-politiques en est une autre. Le cinéaste canadien Magnus Isacsson est de ceux qui alimentent le débat social par leurs réalisations documentaires.

Linda FATIGBA

Lorsque l'on considère le parcours du réalisateur canadien d'origine suédoise,Magnus Isacsson, on se rend bien vite compte que l'allure de ses œuvres est indissociable de ses convictions.

Comme il le souligne lui-même, Magnus Isacsson fait partie d'une génération très politisée et sa formation en sciences politiques à l'Université de Montréal dans les années 1970 n'est pas pour rien dans les choix documentaires qu'il effectue. Réalisé en collaboration avec la jeune cinéaste d'animation Sophia Southam, *En attendant Martin* ou *Waiting for Martin* est l'un des deux derniers films de M. Isacsson. Ce film s'inscrit dans la tradition iconoclaste de films comme *Roger and me* de Michael Moore et *Waiting for Fidel* de Mike Rubbo. Il raconte l'histoire d'un jeune homme, David Bernans, qui cherche à rencontrer l'actuel premier ministre canadien Paul Martin afin de confronter ses idées avec lui à travers un débat.

Que ses films documentaires soient sociaux ou politiques, Magnus Isacsson se démarque toujours par sa façon particulière d'orienter le traitement de ses sujets. Si le documentaire favorise le point de vue du réalisateur, cela n'empêche pas le cinéaste Isacsson de donner à ses films une touche de suspens. *«Je n'aime surtout pas les films où après cinq minutes, tu connais déjà la position du réalisateur. J'aime mieux raconter des histoires qui ont un aspect dramatique. Je préfère les films où l'on finit par se poser des questions, par réfléchir sur les questions de société.»*

MAGNUS, DAVID ET MARTIN

Le film *En attendant Martin* est l'aboutissement d'un projet Paul Martin. *«J'avais l'intention de tourner un film sur Paul Martin en une seule soirée. C'était un peu contraire à mes habitudes, mais je voulais faire simplement un film sur un débat. Paul Martin, alors ministre des finances, avait accepté de venir faire un débat sur la mondialisation à l'Université Concordia. Mais il a annulé sa participation. Comme j'avais déjà commencé à tourner, j'ai décidé de continuer quand même et donc je me suis replié sur d'autres activités et finalement sur le personnage de David Bernans.»* Au début d'*En attendant Martin* à l'été 2000, David Bernans était employé de l'Union étudiante de Concordia, et Paul Martin, président du G20. Le visionnage de ce documentaire de 52 minutes confirme l'humour de Bernans et sa volonté d'action qui ont amené Magnus Isacsson à faire de lui le point central d'*En attendant Martin.* Cette œuvre montre également l'originalité du mariage entre le documentaire et l'animation. En témoignent les séquences de collages dadaïstes des années 1920 illustrées par de sympathiques images et un animateur à qui Sophia Southam donne vie. *«Le travail d'animation, c'est très long et c'est difficile à planifier. Nous avons*

PENDANT QUE COURT L'ASSASSIN, UN FILM DE MAGNUS ISACSSON SUR LES VICTIMES DU CRIME ORGANISÉ

été trois ans en montage et le film a été terminé seulement au printemps passé.» Magnus Isacsson aime à suivre les situations problématiques à long terme. *«Ce qui me fascine, c'est de voir comment les rapports de société évoluent à travers une longue période. Il y a toujours des changements absolument étonnants et des développements surprises, des changements de rapports de force vraiment imprévus. Non seulement les situations conflictuelles sont révélatrices des problèmes de société, mais les personnages aussi se révèlent à travers ces situations.»* Ainsi, la quinzaine de films réalisés par Magnus Isacsson en une vingtaine d'années de carrière lui ont permis d'explorer plus souvent des documentaires de long cours comme *Opération SALAMI* (1999), une action de désobéissance civile, et *Vue du Sommet* (2002), qui porte sur le Sommet des Amériques à Québec. Le cinéaste et ex - homme de médias ne résiste pas aux situations à rebondissement comme celle de la syndicalisation de McDonald's à l'initiative de jeunes employés de la chaîne de restaurants.

ENTRE LE SOCIAL ET LE POLITIQUE

Dans le documentaire *Maxime, McDuff & McDo* (2002), le cinéaste relate la lutte syndicale entreprise par deux jeunes employés, Maxime Cromp et Pascal McDuff, pour améliorer leurs conditions de travail au McDo de la rue Peel à Montréal. *«Avec des jeunes* confrontés *à cette grande multinationale, je trouvais qu'il y avait une situation dramatique très évidente. C'est en même temps un conflit qui soulève des grandes questions de société essentielles comme le droit et l'accès à la syndicalisation pour les jeunes, la situation des gens qui travaillent dans les «Mcjob»* La caméra de ce mordu du septième art n'immortalise pas seulement le politique. *«Un film comme la chorale de l'accueil Bonneau,* Enfants de chœur! *c'est un film très social. En fait, parmi mes propres films, c'est un de ceux que j'aime le plus.» Enfants de chœur!* est l'histoire d'un groupe de sans-abri qui forment une chorale sous la direction d'un missionnaire pour chanter dans la rue ou dans le métro. Dans ce document, le réalisateur touche la situation interne de la chorale avec ses tiraillements. *«Choisir un sujet de film, c'est choisir une façon de vivre. C'est choisir trois ans de vie, et me demander de quelle façon je vais vivre, avec quels types de personnages, avec quels types de questions de société. Le dernier film que j'ai fait s'appelle* Pendant que court l'assassin *(2004). C'est un film sur les victimes du crime organisé. En choisissant de travailler là-dessus, j'ai fait un choix de passer trois ans avec des gens qui ont été victimes de tragédies personnelles et qui vivent des symptômes de stress post-traumatique.»* Cette nouvelle production sera diffusée sur les ondes de Télé-Québec le 7 novembre à 21 heures.

«Ce qui me fascine, c'est de voir comment les rapports de société évoluent à travers une longue période.»

Magnus Isacsson, cinéaste indépendant.

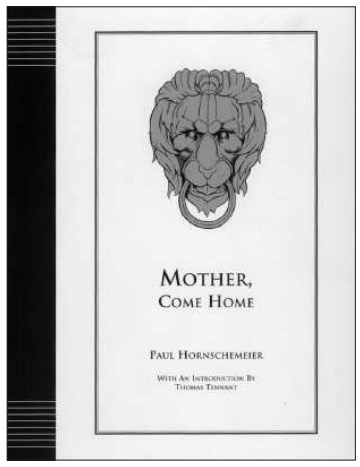
UNE IMAGE DU FILM *MAXIME, MACDUFF & MCDO* (2002)
DE GAUCHE À DROITE, PASCAL MCDUFF ET MAXIME CROMP.

«Je n'aime surtout pas les films où après cinq minutes, tu connais déjà la position de l'auteur (...). Je préfère les films où l'on finit par se poser des questions, par réfléchir sur les questions de société.»

CHRONIQUE BD

Aurore LEHMANN

UNE HISTOIRE SIMPLE



La mère de Thomas vient de mourir, lui laissant pour seul souvenir un masque de lion qu'elle lui a offert quelque temps avant sa disparition. C'est ce masque jouet que l'enfant revêtira désormais pour porter son deuil et survivre à la détresse de son père, muré dans une douleur coupable. Pris en charge par un oncle et une tante remplis de bonnes intentions, Thomas tente de retrouver une vie normale tandis que son père s'enfonce de plus en plus dans une culpabilité qu'il ne pourra bientôt plus supporter. Inexorablement et malgré les efforts de Thomas pour retrouver l'équilibre perdu, il lui faudra ôter le masque et du même coup rompre tout à fait avec ses liens passés.

Bien que constituant le point de départ (et d'arrivée) de l'œuvre, la mort n'est pas le thème principal de *Mother, Come Home*. La force de Paul Hornschemeier est de s'être plutôt attardé à questionner la notion de normalité au regard des autres. Normalité de la réaction des proches dont on attend qu'ils s'intègrent parfaitement à un schéma préétabli du deuil. Normalité encore des rapports entre adulte et enfant, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un père et de son fils. Normalité de l'absence, en l'occurrence, des deux axes vitaux de la vie de l'enfant. Ce choix, appuyé par un traitement graphique quasi surréaliste, permet à l'auteur d'aborder sans compromis ce double deuil, la fin de l'histoire aussi terrifiante et bouleversante soit-elle.

Issu de la relève américaine, Paul Hornschemeier n'en n'est pas à ses premières armes littéraires. Graphiste, illustrateur et bébéiste depuis l'adolescence, il a d'abord édité *Mother, Come Home* sous la forme d'une série avant d'être découvert par la maison d'édition Dark Horse Books, (curieusement) plutôt spécialisée en mangas et autres épisodes de Star Wars. À 27 ans l'auteur livre une version complète magnifiquement éditée, la couverture du livre et son format annonçant d'emblée la couleur: *Mother, Come Home* est de ces œuvres qui élèvent la bande dessinée au rang de classique de la littérature. Rien n'est laissé au hasard. La composition de l'image donnant un sentiment d'apesanteur, la palette de couleurs sombres, l'intelligence du texte et la lucidité avec laquelle sont traités les rapports entre les personnages, le rythme lent ponctué de silences, tout concourt à donner à cette histoire biographique un accent de vérité déchirant.

Montrant une parfaite maîtrise des langages textuel et graphique, Paul Hornschemeier s'autorise à intégrer à son récit des monologues abstraits et passe du réalisme brut au plus pur délire narratif, selon que ses personnages décident ou pas d'affronter la réalité. L'alternance de ces différents passages renforce la léthargie dans laquelle évoluent, chacun de son côté, le père et son fils et renforce l'idée du lien brisé. Avec cette œuvre, c'est au plus intime que l'auteur nous convie, tant et si bien qu'on a presque l'impression de déranger et qu'on referme ce livre sans oser faire de bruit, de peur qu'un souffle vienne en gâter l'équilibre. Saisissant.

«Mother, Come Home»
Paul Hornschemeier,
éditions Dark Horse Books (2003)

LE PHANTASME D'ÉRASME

COURAGE, FUYONS!

Mikaëlle MONFORT

Le scientifique a-t-il pour vocation de désenchanter le monde? C'est la question que l'on ne peut manquer de se poser, de prime abord, à la lecture de l'*Éloge de la fuite* d'Henri Laborit. Dans l'ouvrage paru en 1976, le médecin et biologiste, récipiendaire du très prestigieux prix Albert Lasker de l'American Health Society, dénude de tous ses oripeaux l'amour, le travail, la politique ou la liberté.

Vu à travers le prisme implacable de la biologie, il ne reste plus que des animaux humains qui cherchent à assurer leur survivance et à obtenir des gratifications ou au minimum à éviter la douleur. L'humain est totalement déterminé par sa biologie et son milieu et seules existent des relations de dominance qui s'expriment idéalement dans le contexte politique et économique du capitalisme. Cependant, un système politique alternatif au capitalisme n'aurait que fort peu de chance de pouvoir éradiquer les échelles hiérarchiques de dominance. Simplement seraient-elles fondées sur d'autres bases comme l'ont démontré les régimes communistes.

Ainsi, l'amour n'est-il aux yeux d'Henri Laborit que *«le mot de passe qui permet d'ouvrir les cœurs, les sexes, les sacristies et les communautés humaines. Il couvre d'un voile prétendument désintéressé, voire transcendant, la recherche de la dominance et le prétendu instinct de propriété. (…) Il fournit une tunique honorable à l'assassin, à la mère de famille, au prêtre, aux militaires, aux bourreaux, aux inquisiteurs, aux hommes politiques.»* On pense ici à Louis-Ferdinand Céline pour qui l'amour était *«l'infini à la portée des caniches »*…

La liberté, quant à elle, et aussi choquant que cela demeure, n'est que *«la liberté de réaliser les actes qui nous gratifient, de réaliser notre projet, sans nous heurter au projet de l'autre, Mais l'acte gratifiant n'est pas libre»*. Pour Henri Laborit, la liberté individuelle n'est qu'une *«sensation fallacieuse»* qui masque un système complexe et inconscient de déterminismes *«programmés par la structure innée de notre système nerveux et par l'apprentissage socio-culturel»*.

L'analyse d'Henri Laborit est noire et sa plume semble parfois trempée dans l'acide.

À l'évidence, et peut-être autant que les résultats obtenus en laboratoire, les théories marxistes ont fortement impressionné le biologiste qui ne dissimule pas non plus sa sympathie pour les mouvements anarchistes. Ces aspects de l'*Éloge de la fuite,* même s'ils n'apparaissent pas comme les plus actuels, seront encore certainement à même de séduire un lectorat altermondialiste.

En revanche, l'éloge de la créativité, de l'imaginaire et de la recherche scientifique apparaît comme moins daté et semble toujours pertinent. Henri Laborit décrit ces activités comme autant de tentatives pour conquérir une forme de liberté et de bonheur sinon inaccessible. La liberté, s'il faut conserver ce terme, c'est *«l'indépendance très relative que l'homme peut acquérir en découvrant, partiellement et progressivement, les lois du déterminisme universel. Il est alors capable, mais seulement alors, d'imaginer un moyen d'utiliser ces lois au mieux de sa survie (…)»* Henri Laborit cite pour exemple la découverte des lois de la gravitation. Avant de les connaître, l'homme ignorait aussi qu'il était privé d'une liberté — celle de voler — qui n'existait pas pour lui. *«Lorsque les lois de la gravitation ont été connues, l'homme a pu aller sur la lune. Ce faisant, il ne s'est pas libéré des lois de la gravitation mais il a pu les utiliser à son avantage.»*

Quant au bonheur, c'est bien dans la fuite vers l'imaginaire qu'il réside. Le jardin intérieur que l'on modèle à sa propre convenance est l'Éden, le paradis perdu où les lys des champs qui ne tissent ni ne filent… Alors, courage, fuyons!

Éloge de la fuite
Henri Laborit
Folio essais, n°7, 1976.

CHRONIQUE PHILO

Jean-François FOURNIER

POUR UN VOLTAIRE MUSULMAN

Faisant suite à son essai *Bas les voiles!* qui lui aura valu la reconnaissance internationale, Chahdott Djavann revient à nouveau avec un essai tout aussi polémique que pouvait l'être le premier. Articulé autour du thème du voile islamique, l'essai *Que pense Allah de l'Europe* reprend le même combat initié par *Bas les voiles!* Ainsi le texte se veut une lutte pour l'émancipation des femmes, mais surtout une virulente critique de l'intégrisme et du prosélytisme islamique.

Chahdortt Djavann ne fait pas dans la demi-mesure ni dans la nuance et ne se gêne pas pour adopter un ton frôlant parfois la diatribe. Poursuivant dans la même veine que son témoignage devant la commission Stasi sur la laïcité (septembre 2003), devant laquelle elle déclarait souhaiter voir instituer une loi criminalisant l'imposition du voile aux petites filles, elle demeure tout aussi intransigeante sur la question du voile. L'essai en entier témoigne de ce désir de voir disparaître ce qu'elle juge n'être qu'un instrument de soumission et d'humiliation de la femme. À l'esprit de l'auteur, le voile est tout sauf un objet religieux facultatif. Avant tout, le voile serait le symbole de la soumission de la femme, soumission qui rabaisserait la femme qui le porte à un statut de «sous-homme». Symbole qui de plus autoriserait tous les abus imaginables envers la femme, sans qu'aucun recours ne lui soit offert : «*selon la loi islamique, la femme, jusqu'à sa mort, reste une mineure*» (p.20).

L'auteur s'offense devant le discours des intellectuels islamistes qui luttent en France pour maintenir le droit au port du voile dans les écoles françaises. Ces mêmes intellectuels, elle les accuse également de contraindre de jeunes filles à endosser et à répéter leur discours dans tous les médias. Ce discours tronqué, mise dans la bouche des jeunes filles, laisserait croire faussement que leur choix du voile serait le fruit d'une démarche authentiquement personnelle, intérieure et intime. Comme si en France, aujourd'hui, le voile s'était soudainement libéré de sa signification traditionnelle. Pour l'auteur, le voile a toujours eu la même signification et brandir tout haut la liberté de choix ne suffit pas à faire oublier «*une cosmologie élaborée au fil des siècles, pour effacer l'histoire de l'islam […] ainsi que les politiques gouvernementales des pays islamistes*» (p.15).

Selon l'auteur, ces discours usent d'un double langage qui doit être dénoncé. Lorsque ces intellectuels invoquent la notion juridique de liberté, c'est contre la liberté elle-même qu'ils le font. Dans le fond, ils utilisent le droit contre le droit lui-même .*«Quand le discours islamiste dit liberté il faut entendre […] la liberté d'obéir intégralement aux prescriptions de l'islam»* (p.26). Djavann prétend que le voile n'est qu'une étape vers, tenez-vous bien, une exploitation de toutes les imperfections et les faiblesses des pays occidentaux, en vue d'une colonisation pure et simple! Excès de paranoïa? Peut-être bien, mais ce qui est certain c'est que la théorie du complot ici mise de l'avant tend malheureusement à rendre le discours de Djavann aussi unilatéral que le totalitarisme idéologique qu'elle dénonce.

Le cœur du problème semble avant tout résider dans le fait que les penseurs de l'islam ne remettent jamais en cause la légitimité du Coran. Celui-ci prévaut sur toutes les lois humaines. C'est pourquoi Djavann souhaite voir naître dans l'univers intellectuel musulman des philosophes *«mettant en cause la sacralité du Coran et la légitimité de l'islam»* (p.52). Quelqu'un que l'on imagine de la trempe d'un Voltaire, version musulmane, qui ne se contenterait pas de dénoncer les cultures qui justifient la barbarie, mais qui s'opposerait à tout ce qui, dans la culture démocratique, en porte encore la trace.

Chahdortt Djavann, *Que pense Allah de l'Europe?,* Éditions Gallimard, Paris , 2004

CHRONIQUE CD-FRANCO

André PÉLOQUIN

QUAND LE RUSTIQUE RENCONTRE LE MÉCANIQUE

Plywood 3/4 lançait le 7 septembre dernier son deuxième album, *Beauté Mécanique*. Alors qu'on qualifiait leur album éponyme paru en 2002 de *«rock folklorique festif»* (le disque a d'ailleurs été enregistré *live* à un chalet), *Beauté Mécanique* a été fignolé en studio et verse dans l'album concept.

Cette fois, le chanteur Dany Placard crée un narrateur schizophrène qui, dans la lignée des Frankenstein et des Pygmalion, va se construire *«une compagne de merisier, d'or et d'acier trempé»* dans son atelier afin de remplacer son épouse qu'il n'aime plus. Ainsi, les textes consistent en d'étranges amalgames d'histoires de ruban à mesurer rencontrant des calculs de physique, ce qui donne des chansons d'amour qui sortent de l'ordinaire comme les jolies mais inquiétantes *I Love You* et *L'amour 220 Volts*.

Musicalement, le disque est riche en sonorités. Les musiciens du groupe n'hésitent pas à sortir des sentiers battus de la chanson folklorique acoustique pour y inclure autant des cors et des contrebasses que des instruments inventés par Éric Jarry comme le salong, le V10 ou encore le schlack.

Plywood 3/4 est une formation aux racines plutôt baroques : une valise beige remplace un tambour de la batterie et le collectif compte autant de musiciens que de techniciens. Groupe rassemblant des membres des formations Placard, Torngat ainsi que d'autres instrumentistes aguerris, Plywood 3/4 ne compte qu'une quinzaine de concerts à son actif. Bien que plusieurs d'entre eux soient des spectacles-bénéfices, le collectif a tout de même eu la chance de participer aux *Coups de cœur francophones* ainsi qu'au *Festival de la relève* en 2003.

Les fans de Calexico, de Mara Tremblay, de Fred Fortin, de Mononc' Serge ou encore de trames sonores d'Ennio Morricone devraient apprécier le sombre triangle amoureux proposé par Plywood 3/4 sur leur album *Beauté Mécanique*. Au moment de mettre sous presse toutefois, les géants du disque comme Archambault et HMV hésitaient toujours à mettre le CD sur leurs tablettes, malgré le succès de la pièce *On va se marier*. Une visite chez votre disquaire indépendant s'impose donc.

CHRONIQUE CD

Jean-François RIOUX

FEIST
LET IT DIE
(ARTS & CRAFTS)

La talentueuse Leslie Feist lance son premier album solo, elle qui évolue également au sein de la formation canadienne Broken Social Scene. L'extraordinaire voix de Leslie la mènera parmi les grandes chanteuses du genre : ses mélodies sont d'une beauté fascinante et elle module habilement sa douce voix de style jazz-cabaret. Sa musique pop est soignée, fragile, romantique et toujours très délicate. Autour de chacune des chansons de la jeune chanteuse, une atmosphère se dégage, une saveur connue et inconnue à la fois, une impression de déjà entendu mystérieuse. La musique de Feist n'a rien à voir avec son autre projet qui, lui, est beaucoup plus lourd et avant-gardiste. *Let it Die* contient des influences beaucoup plus pop et surtout puisées dans les années 1960 ou 1980. Tout y est, du folk et même du «frenchy» (*L'Amour ne dure pas toujours*). Ne soyez pas surpris de voir cet opus dans les albums de l'année 2004 en décembre. C'est un incontournable, que vous aimiez ou non les Nancy Sinatra et compagnie, vous devez prêter l'oreille à ce petit bijou.

THE KILLERS
HOT FUSS
(ISLAND UNIVERSAL)

Après avoir vu cette formation en concert avec les superbes Stellastarr*, je m'attendais à beaucoup de *Hot Fuss*, le premier album du groupe américain The Killers (à ne pas confondre avec le groupe punk britannique des années 1970). À la première écoute, on est séduit et croit avoir trouvé une pièce de collection. C'est cependant vers la troisième et quatrième écoutes que l'on trouve l'album redondant et pas si intelligent que cela. On retrouve pas mal de «emo» et un soupçon de néo-punk pop dans la musique des Killers. Le «hit» hallucinant *Somebody Told Me* vous déroute et vous laisse croire que *Hot Fuss* est un disque entièrement disco-rock, new wave, garage, un peu comme Franz Ferdinand, The Rapture ou The Stills, ce qui n'est pas tout à fait le cas. Certains des morceaux à l'attitude plus new wave et disco des Killers sont fort agréables, mais on est passé à côté de la réalisation d'un grand album original. Quelques bonnes mélodies accrocheuses, des bons rythmes de guitares et un petit son rétro de casio sont quand même des arguments de poids pour convaincre d'écouter cette jeune formation. Bien que le disque ne soit pas si mal, il n'est juste pas à la hauteur des attentes. Alerte, pétard mouillé !

Commentaires, questions ?
ratstar@videotron.ca

AGENDA CULTUREL

LE CRI LANCE SON 6e COLLOQUE INTERNATIONAL

Du 14 au 16 octobre prochain se déroulera le 6e colloque international du Centre de recherche sur l'intermédialité (CRI) intitulé *«Enjeux interculturels des médias. Violences, discontinuités, altérités»*. Le CRI est le premier centre de recherche au Québec et au Canada sur les rapports intermédiatiques et leurs implications historiques, sociologiques, culturelles et politiques.

http://cri.histart.umontreal.ca/cri/fr/ • cri@histart.umontreal.ca
(514) 343-6111 poste 3854.

PAR TOUTATIS!

Ce 29 septembre à 14h, temps universel, l'astéroïde Toutatis s'approchera à quelque 1 550 000 kilomètres de la surface terrestre. À cette occasion, l'ONF présente en version originale française une série de trois documentaires scientifiques réalisés par Catherine Fol. Le 30 septembre à 19h seront diffusés *Toutatis* (1996, 48 minutes) et *Le Lien Cosmique (*2000, 52 minutes). Ce dernier film vous invite à découvrir l'évolution de la vie sur terre. Les 1er, 2 et 3 octobre à 19h passe *Ceci n'est pas Einstein* (2003, 52 minutes). À partir des textes originaux du savant, ce film nous entraîne dans un périple sur les fondements de la science contemporaine, ses limites et sa beauté.

ONF, 1564, rue Saint-Denis, prix d'entrée : 5$, (514) 496-6887

À VOS CAMÉRAS!

L'initiative Ciné-Paix prépare sa deuxième édition attendue au printemps 2005. À peine la première édition est-elle achevée que son initiateur Gilles Bélanger lance la collecte des courts métrages de la relève. Pour y participer, il faut aborder des thématiques telles que la paix, il faut dénoncer *«les guerres ou encore la mondialisation sauvage qui entraîne conflits et misères.»* Style libre : documentaires, comédies, fictions, animations, etc. Durée : 30 secondes à 10 min. Ciné-Paix 2005 soulignera le 60e anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Renseignements :
Communiquez avec initiative_int@yahoo.ca
ou avec Kino Campus que vous soyez étudiants en cinéma ou vidéastes amateurs.
kinocampus@hotmail.com
3530, boul. Saint-Laurent, bureau 305

UNE SEMAINE AVEC GUY MADDIN

La Cinémathèque québécoise présente dès aujourd'hui 11 films de *«l'excentrique cinéaste du Manitoba»*, Guy Maddin. À l'affiche, les cinq longs métrages du cinéaste canadien dont les réalisations sont marquées par une poésie et une esthétique exceptionnelles. Le surréalisme et la nostalgie qui se dégagent des œuvres de Maddin ne l'empêchent pas de toucher à l'histoire dans ces films. L'attirance de ce réalisateur pour le noir et blanc se confirme également après *Tales from the Gimli Hospital* (1988) et *Archangel* (1990). De son long métrage *The Saddest Music in the World* réalisé en 2003, Diane Daudet de la Cinémathèque dit qu'il s'attaque de plein fouet au marché international tout en risquant de dépayser ceux qui n'ont pas le goût d'un cinéma farfelu, iconoclaste et allégorique. Rétrospective de la Cinémathèque québécoise sur l'œuvre de Guy Maddin du 29 septembre au 7 octobre 2004

La Cinémathèque, 335, boul. Mainsonneuve Est,
(514) 842-9768
www.cinematheque.qc.ca

VOIR EN NUMÉRIQUE

Le vendredi 8 octobre à 20h, le Conseil des arts de Montréal en tournée présente DVM 02 de Perte de Signal. DVM02 (Digital Vidéo Montréal) est un regard sur la création vidéonumérique montréalaise. Cette programmation regroupe des démarches artistiques émergentes dans le domaine de la création vidéonumérique qui témoignent des préoccupations et des expérimentations les plus actuelles en arts médiatiques.

www.perte-de-signal.org
Laissez-passer au (514) 872-2157
Maison de la culture Notre-Dame-de-Grâce

HISTOIRE D'AMOUR

L'Opéra de Montréal, qui fête ses 25 ans cette année, présente *Turandot* de Giacomo Puccini les 2, 4, 7, 9 et 13 octobre à 20h. Drame lyrique en trois actes, *Turandot* sera chanté en italien avec surtitres français et anglais. L'Orchestre métropolitain du Grand Montréal et le Chœur de l'Opéra de Montréal s'associent pour transporter le spectateur sur des airs de rang royal. L'histoire met en scène la soprano canadienne Frances Ginzer dans le rôle de la princesse Turandot. Avec cette première grande classique de sa saison 2004-2005, l'Opéra de Montréal fait découvrir l'ultime chef-d'œuvre de Puccini (1858-1924) en racontant d'une manière spéciale l'amour inavoué de Turandot défié par le prince Calaf en la personne du ténor italien Renzo Zulian.

La représentation a lieu à la salle Wilfrid-Pelletier,
Place-des-arts. Prix Spéciaux 18-30 ans.
www.operademontreal.com

Depuis les coupures de 103 millions à l'Aide financière aux études ...

Le poids de l'endettement ampute notre avenir !

VENEZ VOUS IMPLIQUER DANS LA CAMPAGNE AUTOMNALE

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
3200 Jean-Brillant, local B-1265 • 514-343-5947 • www.faecum.qc.ca

FAÉCUM